

4

NATIONS



UNIES

**Rapport annuel du Directeur
de l'Office de secours et de travaux
des Nations Unies
pour les réfugiés de Palestine
dans le Proche-Orient**

1er juillet 1959—30 juin 1960

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUINZIEME SESSION

SUPPLEMENT No 14 (A/4478)

NEW YORK

NATIONS UNIES

**RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR
DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX
DES NATIONS UNIES
POUR LES REFUGIES DE PALESTINE
DANS LE PROCHE-ORIENT**

1er juillet 1959 — 30 juin 1960



ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUINZIEME SESSION

SUPPLEMENT No 14 (A/4478)

New York, 1960

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
Lettre d'envoi	iv
Lettre du Président de la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.....	v
INTRODUCTION	1
SECTION I. — RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE L'OFFICE (1er JUILLET 1959- 30 JUIN 1960)	7
<i>Annexe à la section I:</i>	
<i>Tableaux 1 à 4. — Statistiques relatives aux réfugiés et aux camps.....</i>	14
<i>Tableaux 5 à 7. — Rations de base et alimentation d'appoint.....</i>	16
<i>Tableaux 8 à 10. — Statistiques des services de santé.....</i>	17
<i>Tableaux 11 à 15. — Enseignement et bourses d'études supérieures</i>	19
<i>Tableau 16. — Formation professionnelle</i>	21
<i>Tableaux 17 à 19. — Finances</i>	21
<i>Tableaux 20 à 22 — Services sociaux</i>	25
<i>Tableau 23. — Personnel de l'Office</i>	26
SECTION II. — BUDGET POUR L'ANNÉE CIVILE 1961.....	27
SECTION III. — EXPOSÉ SOMMAIRE DU PROGRAMME DE L'OFFICE POUR LES TROIS ANNÉES 1961-1963	34
<i>APPENDICES</i>	
1. — Relevé ou estimation des dépenses pour la période 1959-1961 et projection sur 1962 et 1963	38
2. — Carte de la région d'activité de l'UNRWA (hors-texte à la fin du volume).	

LETTRE D'ENVOI

Beyrouth (Liban),
le 1er septembre 1960

Monsieur le Président,

Conformément à la demande contenue au paragraphe 21 de la résolution 312 (IV) du 8 décembre 1949 et au paragraphe 8 de la résolution 1315 (XIII) du 12 décembre 1958, j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le rapport annuel ci-joint, relatif aux activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, durant la période du 1er juillet 1959 au 30 juin 1960. La Commission consultative de l'Office a soigneusement étudié ce rapport et a exprimé ses vues dans la lettre dont vous trouverez copie ci-joint.

Le rapport se divise en quatre parties principales :

Une *introduction*, dans laquelle je me suis efforcé, compte tenu de l'expérience acquise au cours des 10 dernières années, de dégager les principes directeurs de l'action de l'Office et de souligner certains aspects de la question des réfugiés de Palestine qui, à mon avis, sont importants pour l'intelligence du problème ;

Section I : exposé des travaux de l'Office pendant la période de 12 mois se terminant le 30 juin 1960, accompagné d'une annexe où l'on trouvera des données statistiques relatives aux différents services ;

Section II : présentation du budget pour l'exercice 1961, aux fins d'examen par l'Assemblée générale lors de sa quinzième session ;

Section III : programme d'activités pour la période de trois ans se terminant en 1963.

Le présent document contient également deux appendices de caractère général, un tableau dans lequel on a classé par chapitres les dépenses de l'Office et les prévisions afférentes aux années 1959-1963, et une carte de la région d'activité de l'Office.

J'ai fait figurer cette troisième section dans le rapport, en raison de la décision prise par l'Assemblée générale, lors de sa dernière session, de proroger le mandat de l'Office pour une période de trois ans se terminant en 1963. Je pense que les renseignements qui y sont contenus permettront aux délégués de mieux comprendre l'orientation actuelle des programmes de l'Office et, en particulier, d'en mieux saisir les incidences financières pour l'avenir.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Le Directeur,
(Signé) John H. DAVIS

M. le Président
de l'Assemblée générale,
Organisation des Nations Unies,
New York (N. Y.).

**LETTRE DU PRESIDENT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE
L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS
UNIES POUR LES REFUGIES DE PALESTINE DANS LE PROCHE-
ORIENT**

29 août 1960

Monsieur le Directeur,

Lors de ses séances des 19 et 29 août 1960, la Commission consultative de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a soigneusement étudié le rapport annuel que vous adressez à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de sa quinzième session.

De l'avis de la Commission consultative, votre rapport constitue un exposé précis de l'activité de l'Office durant la période du 1er juillet 1959 au 30 juin 1960. On y trouve un programme visant la période de trois ans pour laquelle le mandat de l'Office a été prorogé (1960-1963), et comportant des plans d'élargissement de l'enseignement et de la formation professionnelle qui semblent rationnellement conçus et judicieusement orientés vers l'avenir.

Vous donnez également dans votre rapport un aperçu des besoins financiers auxquels l'Office devra faire face durant la période à venir si le programme doit être intégralement exécuté. Les membres de la Commission consultative, au cours de la discussion de cette section ainsi que des autres parties du rapport, ont réservé la position de leurs gouvernements respectifs.

Consciente du fait que les réfugiés continuent d'avoir besoin des secours qui leur sont dispensés, la Commission consultative émet le vœu que les membres de l'Assemblée générale examinent avec la plus sérieuse attention ce rapport et toutes les incidences qu'il comporte.

Tous mes collègues se joignent à moi pour vous présenter cette expression des vues de la Commission consultative et vous remercier vivement des efforts que vous avez déployés dans l'élaboration de votre rapport.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, les assurances de ma haute considération.

Le Président de la Commission consultative,
(Signé) Sélim YAFI

M. John H. Davis,
Directeur de l'Office de secours
et de travaux des Nations Unies,
Beyrouth.

INTRODUCTION

1. *Historique.* — Le problème des réfugiés de Palestine s'est posé en 1948, lorsque des centaines de milliers de Palestiniens ont quitté leurs foyers et ont cherché refuge dans les pays voisins. Pendant un certain temps, ils furent assistés, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, par des organismes bénévoles appelés d'urgence à leur aide; puis, en décembre 1949, l'Assemblée générale créa l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient en lui donnant pour mission de contribuer à secourir les réfugiés. Le mandat de l'Office, conçu tout d'abord comme devant permettre de fournir aux réfugiés une aide internationale d'assez brève durée, a été prorogé à trois reprises; la date d'expiration en est présentement fixée au 30 juin 1963¹.

2. A l'origine, l'Office était chargé de deux fonctions distinctes désignées par les termes généraux de secours et de réintégration. Or, contrairement aux intentions qui avaient présidé à sa création, le programme des secours (alimentation, abris et soins médicaux) continue de réclamer la quasi-totalité de ses efforts et des ses ressources financières et l'ampleur de cette tâche a même augmenté en raison de l'accroissement

naturel de la population assistée et de la nécessité grandissante d'améliorer les services. Par contre, le programme de réintégration, qui devait faire accéder à l'indépendance économique un grand nombre de réfugiés, permettant ainsi de réduire graduellement la charge que représentent les secours, n'a pas donné de résultats appréciables.

3. Voici neuf ans que l'UNRWA a ouvert ses propres listes, et le nombre des personnes inscrites n'a cessé d'augmenter, la raison principale étant que le taux de natalité est supérieur au taux de mortalité. Depuis juin 1952, il s'est accru d'environ 238.000, pour atteindre le chiffre de 1.120.889, soit une augmentation annuelle nette de quelque 30.000 unités.

4. Depuis le jour lointain où les réfugiés ont commencé de vivre des secours, ils mènent une existence de misère et de déception. L'assistance apportée par l'UNRWA, bien qu'indispensable, a été maintenue à un strict minimum déterminé par des considérations budgétaires qui ne sont pas du ressort de l'Office. La plupart des réfugiés n'ont aucune possibilité de mener une vie normale et indépendante, et l'oisiveté forcée dans laquelle ils végètent depuis 12 ans n'a pas manqué d'influer sur leur conceptions des choses et sur leur moral. Pour eux, la réalisation de la promesse contenue dans le paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale adoptée en décembre 1948 — promesse qui leur a été confirmée chaque année depuis lors — demeure pour eux la seule solution à long terme qui soit acceptable. En 1948 en effet, l'Assemblée générale décidait

"qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés, qui le désirent, de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers et pour tout bien perdu ou endommagé lorsque, en vertu des principes du droit international ou en équité, cette perte ou ce dommage doit être réparé par les gouvernements ou autorités responsables".

L'amertume des réfugiés vient de ce que cette promesse n'a pas encore été tenue.

5. En 1948, au moment de l'exode, la population de la Palestine comptait environ 30 pour 100 de citadins et 70 pour 100 de ruraux. Plus des deux tiers des citadins, soit 20 pour 100 de l'ensemble des réfugiés, ont pu presque immédiatement retrouver des moyens d'existence dans d'autres pays arabes, parce que leurs connaissances techniques leur permettaient de s'y rendre utiles. Les autres, soit 75 à 80 pour 100, étaient des paysans, des manœuvres, des enfants, des personnes âgées et des malades. Les paysans et les manœuvres qui, dans ce groupe, représentaient les éléments utilisables, arrivaient dans des régions où abondaient déjà les agriculteurs et la main d'œuvre non qualifiée; ils ne pouvaient donc trouver à s'employer. Dans l'impossibilité de s'adonner aux travaux qui leur étaient familiers, ils se massèrent dans les camps et

¹ On trouvera un historique de l'Office et un exposé détaillé de sa mission et de ses travaux jusqu'au 1er juillet 1959 dans les rapports annuels et autres documents de l'ONU énumérés ci-après:

A. — Rapport définitif de la Mission économique d'étude des Nations Unies pour le Moyen-Orient (28 décembre 1949) [A/AC.25/6, 1ère et 2ème parties].

B. — Rapport du Secrétaire général sur l'aide aux réfugiés de Palestine: *Documents officiels de l'Assemblée générale, quatrième session, Commission politique spéciale, Annexes*, vol. II, p. 14 (A/1060).

C. — Rapports du Directeur de l'Office et rapports spéciaux du Directeur et de la Commission consultative à l'Assemblée générale:

a) *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquième session, Supplément No 19* (A/1451/Rev.1);

b) *Ibid.*, sixième session, *Suppléments Nos 16 et 16A* (A/1905 et Add.1);

c) *Ibid.*, septième session, *Suppléments Nos 13 et 13A* (A/2171 et Add.1);

d) *Ibid.*, huitième session, *Suppléments Nos 12 et 12A* (A/2470 et Add.1);

e) *Ibid.*, neuvième session, *Suppléments Nos 17 et 17A* (A/2717 et Add.1);

f) *Ibid.*, dixième session, *Suppléments Nos 15, 15A et 15B* (A/2978 et Add.1);

g) *Ibid.*, onzième session, *Suppléments Nos 14 et 14A* (A/3212 et Add.1);

h) *Ibid.*, douzième session, *Supplément No 14* (A/3686 et A/3735);

i) *Ibid.*, treizième session, *Supplément No 14* (A/3931 et A/3948);

j) *Ibid.*, quatorzième session, *Supplément No 14* (A/4213).

D. — Résolutions de l'Assemblée générale: 194 (III) du 11 décembre 1948; 212 (III) du 19 novembre 1948; 302 (IV) du 8 décembre 1949; 393 (V) du 2 décembre 1950; 513 (VI) du 26 janvier 1952; 614 (VII) du 6 novembre 1952; 720 (VIII) du 27 novembre 1953; 818 (IX) du 4 décembre 1954; 916 (X) du 3 décembre 1955; 1018 (XI) du 28 février 1957; 1191 (XII) du 12 décembre 1957; 1315 (XIII) du 12 décembre 1958; 1456 (XIV) du 9 décembre 1959.

les villages, avec les enfants, les personnes âgées et les malades, et ces différents groupes forment actuellement le gros des réfugiés adultes à la charge de l'UNRWA.

6. Pour résumer la situation, les réfugiés secourus par l'Office se sont vu refuser leur réintégration. — rapatriement ou indemnisation — parce que le paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Organisation des Nations Unies n'a jamais été appliqué; ils ne peuvent trouver du travail dans les régions où ils résident, les pays d'accueil n'étant déjà que trop riches en agriculteurs et en manœuvres; et ils ne se sont pas dirigés vers les pays voisins, car il y règne la même pléthore. Enfin, la plupart des jeunes arrivant à l'âge adulte, faute d'avoir pu acquérir la formation nécessaire, ne parviennent même pas à obtenir les emplois spécialisés pour lesquels il y a demande.

7. Si certains éléments d'ordre politique, sur lesquels on insiste généralement, tendent à retarder règlement du problème des réfugiés, le Directeur estime que les difficultés se présentent surtout dans le domaine économique et éducatif. Ainsi, nombre de facteurs — sur lesquels les Palestiniens eux-mêmes n'ont guère de pouvoir — contribuent à paralyser toute évolution de la question des réfugiés et cet état de choses n'a pas manqué d'influer sur presque toutes les décisions d'importance prises depuis 12 ans dans le Moyen-Orient.

8. *Perspectives actuelles.* — La résolution 194 (III) est demeurée jusqu'à présent lettre morte, et rien ne permet de prévoir un changement quelconque dans les conditions d'existence qui sont depuis 12 ans celles du réfugié de Palestine. La vérité est tout simplement qu'aujourd'hui, dans les pays d'accueil, les emplois que les réfugiés pourraient occuper sont inexistantes, et, quant à leur en créer en nombre suffisant, il n'y faut pas songer à moins de prévoir un taux d'investissement très onéreux, attendu la faiblesse des ressources nationales et l'inélasticité du marché de l'emploi dans ces pays. Il faut donc se rendre à l'évidence: dans les régions où ils résident actuellement, la plupart des réfugiés — les deux tiers, voire davantage — n'ont à peu près aucune chance de trouver un emploi rémunérateur qui leur permette vraiment de subvenir à leurs besoins. Il s'ensuit que, s'ils doivent un jour gagner leur vie, il leur faudra franchir une frontière internationale, dans une direction ou dans une autre. Même si, pour les besoins de la discussion, nous écartons un moment tous les aspects politiques de la question, il est fort improbable que d'autres pays voisins seraient disposés à accueillir un grand nombre de réfugiés se présentant comme agriculteurs ou comme ouvriers non qualifiés, car ces pays sont déjà suffisamment pourvus en travailleurs de ces deux catégories. Il ne peut en être autrement, puisque le progrès technologique, qui amène un élargissement du marché de l'emploi, réduit en même temps la demande de travailleurs de ces deux catégories, ce qui ne manque pas d'influer sur la politique suivie par les gouvernements en matière de délivrance des permis de séjour. Dans ces conditions, il faudra donner aux jeunes qui parviennent à l'âge adulte un enseignement technique tel qu'il leur permette, le moment venu, de profiter des occasions d'emploi qui leur seront offertes. Même aux fils des paysans palestiniens, il manque aujourd'hui ces connaissances qu'acquiert tout naturellement un garçon qui aide son père aux travaux des champs; ainsi faudra-t-il étendre la formation professionnelle à ceux-là mêmes de ces

jeunes gens qui pourront un jour retourner à la ferme familiale et reprendre la tâche de leurs pères.

9. Il y a maintenant près d'un demi-million de réfugiés âgés de 16 ans ou moins. Il faut y ajouter 35.000 naissances par an. L'avenir est encore incertain quant à leurs capacités et aux chances qu'ils auront de trouver du travail. Actuellement, l'UNRWA assure l'entière formation professionnelle de 300 jeunes réfugiés par an. L'insuffisance de ce chiffre saute aux yeux si l'on songe que chaque année plus de 15.000 jeunes gens et 15.000 jeunes filles arrivent maintenant à l'âge adulte — plus de 300.000 personnes depuis 12 ans. De tous les réfugiés, ce sont ces jeunes dont le sort est le plus affligeant. Sur le plan intellectuel, ils sont aussi éveillés et réceptifs que n'importe quels autres adolescents dans le reste du monde. Il serait superflu de souligner le danger que présente pour l'avenir l'existence d'un groupe toujours plus nombreux de jeunes dépourvus de formation technique, donc réduits au chômage, inquiets et mécontents de leur sort.

10. Les faits que nous venons d'exposer prouvent qu'aucune solution rapide du problème des réfugiés de Palestine n'est encore en vue. D'une façon générale, rien ne permet de supposer que des changements importants viendront durant les trois prochaines années modifier les conditions qui, depuis 12 ans, gouvernent le sort des réfugiés. Il est donc extrêmement probable que le présent état de fait et les tendances qui s'en dégagent demeureront inchangés pendant la période pour laquelle le mandat de l'Office a été prorogé, sauf dans la mesure où de jeunes réfugiés seront à même d'acquérir les connaissances requises par le progrès technologique. Dans l'hypothèse la plus favorable, l'Office ne pourra, durant ces trois prochaines années, que mettre en train un programme de cette envergure.

11. *Le rôle de l'UNRWA.* — Ce n'est certes pas l'Office qui peut résoudre le problème des réfugiés. Tout règlement général de la si complexe question de Palestine, dont le problème des réfugiés est un des aspects, dépendra surtout de l'action de forces extérieures à l'UNRWA — forces qui gouverneront et façonneront l'avenir du Moyen-Orient, et avec lesquelles l'Office peut et doit travailler en pleine harmonie. Or, 10 années d'existence de l'Office ont abondamment prouvé que les projets de grands travaux visant à réintégrer les réfugiés sont inacceptables, tant à ces derniers qu'aux gouvernements des pays d'accueil. De l'avis du Directeur, l'exécution de grands programmes de développement économique dans le Moyen-Orient devrait se poursuivre indépendamment de l'Office et sans lien direct avec la réinstallation des réfugiés.

12. Les responsabilités et les fonctions de l'Office sont définies dans leurs grandes lignes par les résolutions de l'Assemblée générale, dont la plus récente en la matière, la résolution 1456 (XIV) du 9 décembre 1959, proroge le mandat de l'UNRWA pour une période de trois ans à dater du 1er juillet 1960, et l'invite "à poursuivre l'exécution de son programme de secours aux réfugiés et, dans la mesure où cela est financièrement possible, à étendre ses programmes d'indépendance économique et de formation professionnelle".

13. Le Directeur estime que, pour la durée de son nouveau mandat, l'Office devrait faire porter ses efforts par priorité sur les points suivants: 1) secours (alimentation, logement et services de santé);

2) enseignement général, tant primaire que secondaire; 3) formation professionnelle et bourses d'études supérieures; 4) petits prêts et dons à certains réfugiés qui connaissent un métier et désirent travailler à leur compte. L'Office a donné la preuve qu'il est en mesure d'exécuter toutes ces tâches avec compétence et efficacité.

14. En fournissant ces catégories de services aux réfugiés, l'Office allégera leurs souffrances; il préparera les jeunes à mener une existence utile et productive, quel que soit le pays où ils seront appelés plus tard à résider; enfin, il contribuera d'une façon générale à renforcer la stabilité dans le Moyen-Orient. Ainsi son action favorisera-t-elle la création d'un climat dans lequel les forces qui doivent modeler l'avenir du Moyen-Orient pourront s'exercer d'une manière plus ordonnée.

15. L'Office est aidé dans sa mission par certains autres groupements et organismes qui contribuent de façon appréciable au bien-être des réfugiés et au maintien de la stabilité dans le Moyen-Orient. Divers organismes des Nations Unies (Force d'urgence des Nations Unies, Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, Commission de conciliation pour la Palestine et mission Spinelli) s'acquittent de fonctions précises qui leur ont été confiées par l'Assemblée générale ou par le Secrétaire général, fonctions qui toutes ont trait au problème palestinien et sont liées d'une façon ou d'une autre à celles de l'Office. Celui-ci continue de maintenir les contacts nécessaires avec chacun de ces organismes. Les efforts conjugués de l'UNRWA et des organisations appartenues contribuent d'une manière appréciable au maintien de la stabilité et de la paix dans le Moyen-Orient.

16. Les pays d'accueil font beaucoup pour les réfugiés, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'UNRWA. Ils leur consacrent à présent plus de 5 millions de dollars par an en leur fournissant terrains, eau, services de sécurité, soins médicaux, enseignement et prestations diverses. Depuis 11 ans, ils ont ainsi dépensé plus de 20 millions de dollars au titre de l'assistance directe et quelque 6 millions de dollars sous forme d'aide à l'Office. Ils doivent en outre subir tous les inconvénients et toutes les conséquences qu'entraîne sur les plans économique, social et politique la présence des réfugiés sur leur territoire. En effet, et c'est le principal, ils leur ont donné asile. Ils supportent cette charge avec patience et courage et manifestent aux réfugiés une profonde sympathie fraternelle.

17. Les diverses institutions internationales privées qui exercent leur activité dans le Moyen-Orient apportent elles aussi aux réfugiés une aide efficace en leur fournissant certaines prestations, et notamment des vêtements. En outre, elles ont joué un rôle particulièrement important en 1959-1960, en recueillant, à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié, des fonds dont une grande partie sera utilisée dans le Moyen-Orient.

18. *Programme d'avenir.* — L'analyse qui précède a mis en relief un facteur de complication du problème des réfugiés de Palestine: les adolescents n'ont eu jusqu'à présent que bien peu de chances de développer leurs aptitudes innées, et cette carence est la cause principale de l'augmentation continue du nombre de réfugiés à la charge de l'UNRWA. Bien entendu, ce n'est pas seulement en fonction du taux d'accroissement de la population assistée qu'il convient d'apprécier le tragique de la situation, il faut penser également aux heures perdues, aux espoirs anéantis, aux talents gaspillés, aux existences sans but.

19. Il n'y a pourtant pas lieu de désespérer; c'est là au contraire un défi qu'il s'agit de relever. Les aptitudes des jeunes arrivant à l'âge adulte, jusqu'alors gaspillées, peuvent être orientées vers des tâches constructives dans le cadre d'un programme bien conçu et rapidement mis en train, en vue d'élever le niveau de l'instruction primaire et secondaire et d'élargir l'enseignement technique spécialisé qui préparera cette jeunesse à trouver sa place dans l'économie d'une ère de progrès technologique comme la nôtre. En coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et avec l'aide des gouvernements des pays d'accueil qui lui ont fourni des sites, l'Office a déjà jeté les fondements de ce système et s'est même assuré de leur solidité sur ces véritables terrains d'expérimentation que sont ses écoles, son programme de bourses universitaires, ses établissements d'enseignement technique et pédagogique et son assistance aux entreprises individuelles. Il reste à lancer un programme dans le cadre duquel seraient combinés rationnellement, à la lumière de l'expérience acquise, l'enseignement, la formation professionnelle et l'assistance aux entreprises individuelles.

20. Durant la première phase de cette tâche, le Directeur propose de prendre les mesures suivantes:

a) Mettre en train un programme d'ensemble visant à améliorer l'enseignement primaire et secondaire, et qui consistera à assurer la formation pédagogique des maîtres, à agrandir les écoles et à améliorer l'enseignement en profondeur en créant partout, comme il a été déjà fait dans certaines localités, un troisième échelon dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. Ce programme, outre les crédits normalement prévus pour 1960, entraînerait une dépense d'environ 2.500.000 dollars à répartir sur les trois prochaines années. Les fonds nécessaires devraient être prélevés sur le budget ordinaire de l'Office.

b) Développer la formation professionnelle par l'ouverture des établissements suivants:

i) Une école professionnelle pour 232 garçons, qui doit ouvrir un septembre 1960 à Wadi Seir, en Jordanie;

ii) Une école normale de 200 instituteurs, qui doit ouvrir en septembre 1960 à Ramallah, en Jordanie;

iii) Une école professionnelle pour 224 garçons, actuellement en construction près de Damas, dans la province nord de la RAU, et dont l'inauguration est prévue pour septembre 1961;

iv) Une école professionnelle pour 224 garçons, qui est actuellement en construction au Liban et doit ouvrir ses portes en septembre 1961;

v) Une double école normale et technique pour 550 jeunes filles, qui est actuellement en construction en Jordanie, et doit ouvrir en septembre 1962;

vi) Une école professionnelle pour 220 garçons qui est prévue pour Gaza, mais dont le programme d'enseignement reste encore à déterminer; elle ouvrirait ses portes en septembre 1962;

vii) Une école professionnelle pour 220 garçons, qui ouvrirait en septembre 1962; le site et le programme d'enseignement sont encore à fixer.

c) Porter du simple au double le nombre des bourses d'études supérieures accordées chaque année par l'Office. Ce projet représente une dépense de 500.000 dollars environ pour les trois prochaines années.

d) Etablir sur une base plus solide un programme de prêts et dons pour aider certains réfugiés à subvenir à leurs besoins. Ce programme sera financé jusqu'à concurrence d'environ 500.000 dollars par les fonds recueillis à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié et,

si possible, par une somme complémentaire prélevée sur le budget ordinaire.

21. Le coût de la construction des deux premières écoles énumérées ci-dessus (alin. i et ii: celles de Wadi Seir et de Ramallah [Jordanie]) a été imputé les années précédentes sur le budget ordinaire de l'Office, dans lequel figureront désormais leurs frais de fonctionnement. La création d'au moins quatre des cinq nouvelles écoles professionnelles (alin. iii à vii), l'augmentation du nombre des bourses universitaires ainsi qu'un modeste programme de prêts et subventions seront financés, durant la période de prorogation du mandat de l'Office, par les contributions reçues dans le cadre de l'Année mondiale du réfugié, à condition toutefois que l'Office atteigne son objectif, à savoir l'obtention à ce titre de 4 millions de dollars. Ces contributions doivent couvrir le coût de construction et d'équipement des écoles techniques en question et, jusqu'au 30 juin 1963, leurs frais de fonctionnement qui, par la suite, devront être imputés sur le budget ordinaire de l'Office ou de son successeur, ou encore financés par tout autre moyen.

22. On prévoit dès maintenant, dans ce plan d'assistance aux jeunes réfugiés, une deuxième étape, qui peut et devrait être franchie avant la fin du mandat actuel de l'Office: il s'agit de doubler le nombre de places dont disposent les cinq écoles professionnelles créées au cours de la première phase, exception faite de l'école technique et pédagogique pour jeunes filles (alin. v). Le site et le plan de ces écoles ont été arrêtés en fonction de ce développement ultérieur. Si, le moment venu, la situation paraît le justifier, on étudiera sérieusement la possibilité de donner dans les nouvelles classes une formation en matière d'administration et de direction des entreprises dans les branches qui, au Moyen-Orient, manquent de personnel spécialisé. Quant au financement de cette extension des programmes, il faudra l'assurer jusqu'à la fin du présent mandat par les contributions au budget ordinaire de l'Office. Compte tenu de leurs frais de fonctionnement à partir de septembre 1962, les nouvelles écoles coûteront quelque 1.500.000 dollars au total. En pratique, tous les travaux d'agrandissement pourraient être terminés au 30 juin 1963 à condition que l'Assemblée générale, cette année, approuve les projets en question et que les contributions annoncées pour l'UNRWA soient augmentées en conséquence lors de la présente session.

23. La pleine exécution de la première partie du programme de formation professionnelle et pédagogique portera le nombre annuel des diplômés des établissements de l'Office de 500 (compte non tenu de certains cours de courte durée) à environ 1.500 (la plupart des cours s'étendent sur deux ans, mais il y a des cycles d'une année ou moins encore), et celui des bourses universitaires de 90 à 180. A la fin de la deuxième étape, 2.000 à 2.500 jeunes gens sortiront chaque année des écoles professionnelles. En dehors de cette formation technique à proprement parler, l'Office permet à des réfugiés d'acquérir de l'expérience en les employant dans ses services et il en place en moyenne 250 par an auprès d'autres employeurs, à des conditions plus avantageuses.

24. Le Directeur émet le vœu que la mise en train des deux parties de ce programme d'aide aux jeunes réfugiés soit chose faite en juin 1963. En mettant au point les différents éléments de ses projets, l'Office a tenu compte de la présente évolution et des besoins du Moyen-Orient. En outre, il s'est efforcé d'arrêter ses plans de manière à faciliter l'alignement éventuel du

programme avec les programmes correspondants de chaque pays d'accueil, quand une solution définitive aura été apportée au problème des réfugiés.

25. *Besoins financiers* — Compte tenu de l'analyse précédente, on a jugé bon de diviser en deux catégories les besoins financiers de l'Office pour la durée de prorogation de son mandat: 1) les crédits afférents au programme de secours; 2) les crédits afférents au programme d'enseignement, de formation professionnelle et de subventions individuelles.

26. On prévoit qu'au cours de cette période, le montant global des crédits nécessaires aux secours sera supérieur de quelque 1.500.000 dollars par an au chiffre de 1960 (26.750.000 dollars), soit, pour les trois années, un dépassement de 4.500.000 dollars par rapport au niveau des dépenses en 1960, qui couvrira le coût des rations correspondant à toute augmentation du nombre de bénéficiaires qui pourrait résulter de la rectification des listes (cf. plus bas, par. 52), l'ajustement des traitements du personnel régional et d'autres augmentations de dépenses, notamment celles qui résulteront de l'accroissement démographique.

27. Au cours de la même période de trois ans, la poursuite des programmes actuels d'enseignement, de formation professionnelle et de subventions individuelles entraînera une dépense globale dépassant de quelque 3.700.000 dollars le chiffre de 1960 (8.250.000 dollars). Cette augmentation sera due principalement à l'accroissement naturel de la population scolaire.

28. Une somme globale de 8.100.000 dollars sera nécessaire au financement, durant ces trois années, des programmes d'élargissement et d'amélioration de l'enseignement, de la formation professionnelle et des subventions individuelles, dont 4 millions doivent provenir des contributions effectuées dans le cadre de l'Année mondiale du réfugié. Il faudra donc imputer le solde (4.100.000 dollars) sur le budget ordinaire, à raison de quelque 1.400.000 dollars par an, ce qui permettra naturellement de mettre en train les deux parties du programme d'aide à la jeunesse réfugiée, comme le recommande le Directeur.

29. Pour la durée de prorogation du mandat de l'Office, le montant global de ses dépenses, tant au titre des secours que de l'aide à la jeunesse, dépassera le montant estimatif des dépenses de 1960 de 16.300.000 dollars, dont 4 millions proviendront de la campagne de l'Année mondiale du réfugié et 12.300.000 dollars des contributions au budget ordinaire de l'Office. Ces dépenses supplémentaires seront réparties comme suit: 4.500.000 dollars pour les secours, 3.700.000 dollars pour la poursuite des programmes actuels d'enseignement, etc., et 8.100.000 dollars pour l'élargissement des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et de subventions individuelles.

30. On a indiqué au tableau ci-dessous le plan des dépenses de l'Office pour les trois prochaines années (en millions de dollars arrondis à 25.000 dollars près):

	1961	1962	1963
A. Secours:			
i) Dépenses courantes (niveau 1960)	26,75	26,75	26,75
ii) Augmentations inévitables	1,15	1,5	1,75
B. Enseignement, formation professionnelle et subventions individuelles:			
i) Dépenses courantes (niveau 1960)	8,25	8,25	8,25
ii) Augmentations inévitables	0,35	1,2	2,15
iii) Dépenses au titre des projets d'élargissement des programmes	4,1	1,7	2,3
TOTAL	40,6	39,4	41,2

31. Les dépenses afférentes aux projets d'élargissement des programmes d'enseignement, de formation professionnelle et de subventions individuelles (B, iii, ci-dessus) seront imputées de la manière suivante (en millions de dollars arrondis à 5.000 dollars près) :

	1961	1962	1963
Sur les contributions reçues dans le cadre de l'Année mondiale du réfugié.....	2,38	0,67	0,95
Sur le budget ordinaire de l'Office.....	1,70	1,00	1,38
TOTAL	4,08	1,67	2,33

32. Les prévisions ont été calculées au plus juste, et les sommes correspondantes devront être versées intégralement si l'on veut vraiment mener à bien le programme dans son ensemble. En dehors des fonds mentionnés ici, les pays d'accueil contribuent à la création de tous les nouveaux établissements d'enseignement et de formation professionnelle en fournissant des terrains ainsi que certains services et prestations.

33. Le Directeur se conforme à la procédure habituelle, comme on l'a dit plus haut, en soumettant ici le budget de l'exercice 1961. Les états récapitulatifs des estimations de dépenses afférentes aux exercices 1962 et 1963 sont présentés à titre d'indications générales, et l'Office envisage de présenter également, selon l'usage établi durant les précédents exercices, un budget détaillé pour chacune de ces deux autres années.

34. Que les dépenses à ce titre soient engagées par l'UNESCO, un gouvernement quelconque ou l'Office, les programmes d'enseignement ne sauraient en aucune façon être considérés comme une forme d'assistance. Il s'agit bien plutôt d'un investissement en vue de mettre en valeur le potentiel d'un être humain qui, en dernière analyse, est l'indispensable atout, la richesse essentielle d'un pays, quel qu'il soit.

35. *Après 1963.* — Il n'entre pas dans le cadre du présent rapport de prévoir ou de recommander l'adoption d'un programme ou d'une politique quelconque en ce qui concerne le problème des réfugiés de Palestine après juillet 1963. Cependant, on l'a vu plus haut, il n'est prévu aucune réduction importante, durant l'exécution du programme triennal exposé ici, des services fournis par l'Office aux réfugiés. Bien au contraire, on pense qu'en juillet 1963 le niveau des secours sera sensiblement le même qu'à l'heure actuelle et que les programmes d'aide aux jeunes réfugiés (enseignement et assistance individuelle au titre de l'indépendance économique) auront été considérablement élargis.

36. Il en est ainsi pour un certain nombre de raisons. Comme l'ont souligné presque tous ceux qui ont étudié le problème, les réfugiés souhaitent ardemment retourner dans leur patrie et refusent d'envisager toute autre solution. Dans cette attitude, tout aussi ferme aujourd'hui que par le passé, ils sont généralement soutenus par la population et les gouvernements des pays d'accueil. Il y a un autre facteur sur lequel on a moins insisté, mais qui à long terme est sans doute aussi important : les réfugiés, faute d'avoir reçu l'instruction et la formation professionnelle voulues, sont difficilement employables à une époque caractérisée par le progrès technologique. Comme on l'a expliqué plus haut, la plupart des adultes qui, lors de la création de l'Office, se trouvaient en mesure de travailler, étaient des paysans ou des manœuvres. Les pays où ils ont cherché refuge étaient déjà amplement pourvus de travailleurs de ces deux catégories. En fait, c'est dans le monde entier que le marché du travail tend à être saturé d'agriculteurs et d'ouvriers non qualifiés, puisque le progrès technolo-

gique ne cesse de réduire leur nombre par rapport à l'ensemble de la main-d'œuvre. Les jeunes réfugiés des camps qui parviennent à l'âge adulte sont encore plus difficiles à placer à moins d'avoir reçu une formation technique, car en général ils n'ont eu pratiquement aucune chance durant leur adolescence de faire l'apprentissage d'un métier ou même d'acquérir l'habitude du travail. Ainsi, depuis 12 ans, comme on l'a vu plus haut, plus de 300.000 jeunes gens (150.000 garçons et 150.000 filles) sont parvenus à l'âge adulte dans les villages et les camps de réfugiés.

37. Il en résulte que même dans l'hypothèse bien peu probable d'un prompt règlement de la question de Palestine sur le plan politique, il demeurerait extrêmement difficile pour la majorité des réfugiés de trouver du travail. On l'a dit plus haut, les jeunes hommes retournant à leurs anciens foyers ou à la maison familiale se trouveraient dépourvus des connaissances et des habitudes de travail qui leur seraient nécessaires pour reprendre la tâche de leurs pères. Chaque année, dans les circonstances actuelles, 30.000 jeunes de plus viennent grossir ce groupe défavorisé.

38. Avec le temps, le règlement du problème des réfugiés devient une tâche de plus en plus complexe. Le nombre des intéressés ne cesse d'augmenter par rapport à celui des emplois vacants ; par ailleurs, le besoin croissant d'une spécialisation se fait sentir, même pour les emplois qui seront offerts par la suite. D'une façon générale, étant donné la structure du marché du travail à une époque de progrès technologique comme la nôtre, ceux qui ne reçoivent aucune formation spéciale se trouveront pratiquement inemployables.

39. Heureusement, la jeunesse réfugiée est généralement ambitieuse et avide d'acquérir en grandissant des connaissances tant générales que techniques. Pourtant, si l'on omet de donner à ces jeunes cette formation spécialisée au moment où ils sont prêts à la recevoir, c'est-à-dire à la fin de leur scolarité, c'est sans doute pour la vie qu'ils auront manqué cette chance, surtout si entre-temps ils se marient et fondent une famille. Dans tout le Moyen-Orient, pendant des années encore, le nombre des postulants demeurera plusieurs fois supérieur à celui des places disponibles dans les écoles techniques et autres, et, dans l'âpre concurrence entre ces candidats, les plus âgés — dont la formation a été interrompue — se trouveront désavantagés. En d'autres termes, la plupart des 150.000 garçons qui sont parvenus à l'âge d'homme au cours des 12 dernières années trouveront les plus grandes difficultés à s'adapter aux possibilités d'emploi, même si la question de Palestine est alors résolue. Or, ils constituent, avec les personnes âgées ou physiquement diminuées, environ la moitié de la population mâle parmi les réfugiés adultes. Quel que soit le lieu où ils seront appelés à vivre par la suite, ces malheureux seront, sur le plan économique, une charge bien plus qu'un atout, nombre d'entre eux devenant sans doute des cas sociaux pour le restant de leur existence. La mesure dans laquelle on pourra rendre employables les aînés parmi ces jeunes gens, grâce à une formation spéciale que, pour l'heure, l'Office ne peut envisager de leur donner, est une question qui mérite d'être approfondie.

40. Devant cet enchevêtrement de facteurs qui conditionnent la question des réfugiés de Palestine, le Directeur tire la conclusion que le problème continuera à se poser bien après l'expiration du présent mandat triennal de l'Office. Si l'on ajoute au tableau l'ensemble, également complexe, des autres problèmes auxquels doivent faire face les gouvernements des pays d'accueil

dans leurs efforts acharnés en vue de promouvoir le progrès technologique, il est évident que ces gouvernements se trouvent déjà aux prises avec d'immenses difficultés. En considération de cet autre facteur de complication, la Directeur tient à attirer l'attention sur le danger de l'hypothèse trop commode selon laquelle il ne tient qu'aux gouvernements des pays d'accueil de régler le problème des réfugiés.

41. Enfin, c'est compte tenu de toutes les données de la situation que le Directeur prie instamment l'Assemblée générale d'étudier et d'approuver le programme de trois ans présenté ici. Quelle que soit la manière dont on résoudra le problème des réfugiés et le temps qu'il y faudra, il demeurera nécessaire de former les jeunes réfugiés en vue de leur permettre de trouver du travail dans une ère de progrès technologique comme la nôtre, et plus la solution du problème tardera, plus cette nécessité se fera pressante. Leur donner une telle formation ne compromet en rien, pour l'avenir, les droits qui leur ont été reconnus aux termes de la résolution 194 (III). En revanche, plus on tardera à mettre en train un programme d'assistance à la jeunesse tel que celui exposé plus haut, plus nombreux seront ceux de ces jeunes qui auront passé l'âge de recevoir une formation appropriée. Il s'agit là d'une question très grave.

42. Le programme présenté ici devrait être étudié en pleine connaissance des incidences financières qui se prolongeront au-delà de 1963. Pour fonctionner à plein,

les nouvelles écoles techniques construites au cours de la période de prorogation du mandat (programme initial et programme élargi) nécessiteront en 1964 et au cours de chacune des années suivantes une dépense de quelque 2 millions de dollars. Ces fonds devront être imputés sur les budgets futurs de l'Office ou de l'organisation qui lui succédera ou encore réunis dans le cadre d'arrangements spéciaux élaborés de concert avec les gouvernements des pays d'accueil.

43. C'est à l'Assemblée générale qu'il appartiendra, le moment venu, de trancher la question de savoir si l'Office continuera d'exister après juin 1963 et de décider quelles fonctions, le cas échéant, seraient confiées à un organisme des Nations Unies, quel qu'il soit, qui serait chargé de secourir les réfugiés de Palestine. Cette décision dépendra sans doute principalement de la manière dont la situation aura évolué entre-temps.

44. Le Directeur est convaincu que pendant 10 ans, sinon davantage, une assistance internationale sous une forme ou sous une autre demeurera nécessaire. Refuser de le reconnaître et d'agir en conséquence se révélerait sans aucun doute beaucoup plus onéreux que de fournir en temps voulu une assistance adéquate. Le problème des réfugiés de Palestine ne manque pas d'influer sur la stabilité et la paix du Moyen-Orient et, partant, sur la stabilité et la paix mondiales. C'est en fonction de cette vue d'ensemble que l'Assemblée générale devrait prendre sa décision.

Section I

RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE L'OFFICE (1^{er} JUILLET 1959 — 30 JUIN 1960)

A. — Le programme des secours

45. Dans sa résolution 1456 (XIV) du 9 décembre 1959, l'Assemblée générale a invité l'Office "à poursuivre l'exécution de son programme de secours aux réfugiés". Durant toute la période considérée, l'Office s'est acquitté de cette tâche sans interruption ni changement notable par rapport aux années précédentes. Les secours ne représentent qu'une dépense journalière de 7 cents des Etats-Unis par réfugié, ce qui montre bien qu'il s'agit seulement d'un strict minimum, permettant tout juste de maintenir une population indigente en économie de subsistance.

46. La population réfugiée n'ayant cessé d'augmenter en raison d'un excédent des naissances sur les décès, l'Office a distribué des secours à un plus grand nombre de personnes en 1959-1960 qu'au cours de l'exercice précédent. Au 30 juin 1960, 1.047.437 réfugiés bénéficiaient soit de rations, soit d'autres services, soit encore de ces deux catégories de prestations, et le nombre de réfugiés immatriculés auprès de l'UNRWA a augmenté durant les 12 derniers mois de 33.000, atteignant ainsi un total de 1.120.889. On trouvera aux tableaux 1 à 4 de l'annexe à la présente section des statistiques relatives à la population réfugiée.

47. On trouvera dans les paragraphes suivants un exposé des diverses activités de l'Office dans le domaine des secours et du développement de la situation durant les 12 derniers mois.

RATIONS DE BASE ET ALIMENTATION D'APPOINT

48. L'Office consacre plus du tiers de son budget global à l'achat et à la distribution de produits alimentaires de base dont la valeur énergétique équivaut, pour chaque bénéficiaire, à environ 1.500 calories par jour en été et 1.600 en hiver. Cette ration alimentaire n'a été modifiée ni en nature ni en quantité et ce sont les mêmes catégories de réfugiés qui en ont bénéficié. Durant l'année écoulée, l'Office a ainsi importé dans sa zone d'opérations 107.000 tonnes de farine et 30.000 tonnes d'autres produits alimentaires.

49. Tenant compte du fait que la ration de base n'apporte pas une alimentation suffisamment équilibrée, l'Office poursuit l'exécution de son programme d'alimentation d'appoint et de distribution de lait qui a pour objet de protéger les groupes les plus vulnérables (enfants, femmes enceintes, nourrices, tuberculeux, etc.) contre les dangers de la malnutrition.

50. On trouvera aux tableaux 5, 6 et 7 de l'annexe une analyse de la ration de base et des données statistiques relatives au programme d'alimentation d'appoint et de distribution de lait.

IMMATRICULATION ET CONTRÔLE DES LISTES

51. Au cours de l'année écoulée, l'Office a continué de mener des enquêtes lorsqu'il avait des raisons pré-

cises de vérifier que certaines familles de réfugiés satisfaisaient bien aux conditions requises. Au total, 9.757 cas ont fait l'objet de cette vérification à la suite de laquelle 9.000 rationnaires ont été radiés des listes et 5.000 autres ajoutés ou réinscrits. Cette procédure constitue un aspect nécessaire et permanent des opérations de l'Office. Il est évident cependant qu'elle ne peut avoir qu'un effet d'ordre secondaire sur le problème d'ensemble que pose la rectification dans les listes de rationnaires des inexactitudes constatées. Pour parvenir à un véritable règlement de la question, il faudrait prendre des dispositions de portée plus générale.

52. L'Office a donc élaboré un plan permettant d'aborder ce problème sous un angle nouveau et il est maintenant prêt à l'examiner avec le gouvernement du pays d'accueil intéressé. Ce plan consiste en une série de mesures qui ne porteraient dans le même temps que sur une région donnée et sur un certain nombre de réfugiés. L'objectif est de s'efforcer de radier les noms des personnes inexistantes tout en inscrivant sur les listes les enfants qui bénéficient des services de santé et des soins médicaux mais qui jusqu'à présent n'ont pas reçu de rations. Ce sont vraiment les réfugiés dans leur ensemble qui profiteraient de l'opération puisque le nombre des enfants dépasse considérablement le chiffre estimatif des personnes non existantes. Cette nouvelle manière d'aborder le problème ne portera ses fruits que dans la mesure où les gouvernements des pays d'accueil seront à même d'apporter leur collaboration. Entre-temps, l'Office, dans l'idée que cette collaboration ne tarderait pas à lui être accordée, a prévu des crédits à ce chapitre pour l'exercice 1961 et les années suivantes.

SERVICES DE SANTÉ

Généralités

53. Pendant la période considérée, il n'a pas été apporté de modification notable aux normes des services de santé de l'Office, dont on trouvera une description détaillée dans le rapport de l'année dernière. L'état sanitaire de la population réfugiée est demeuré satisfaisant et aucune épidémie sérieuse n'est à signaler.

54. L'Office met à la disposition d'une population d'environ 1 million de réfugiés, répartis dans quatre pays d'accueil, les différentes catégories de services nécessaires en matière de médecine et d'hygiène publique. Au cours des 10 dernières années, la mise en œuvre de ce programme a donné lieu à une action bien conçue en vue du développement de l'hygiène, exercée en étroite collaboration avec les services de santé des pays d'accueil. On attache de plus en plus d'importance à la prophylaxie et à l'enseignement de l'hygiène. On a indiqué aux paragraphes suivants les grandes lignes du programme sanitaire en cours et des progrès enregistrés dans ce domaine durant l'année écoulée; on trouvera à l'annexe des tableaux statistiques (8 à 10) relatifs au fonctionnement des services de santé de l'Office en 1959-1960.

Dispensaires, hôpitaux et laboratoires

55. L'Office gère ou subventionne 89 dispensaires fixes et 13 dispensaires itinérants, ces derniers desservant 41 centres de consultation. En moyenne, chaque réfugié fait appel à ces services cinq fois par an.

56. L'Office, plutôt que de créer ses propres installations, préfère utiliser dans la mesure du possible les services des établissements des pays d'accueil, qu'il subventionne à cet effet. L'Office gère cependant six hôpitaux situés dans des régions où les services de cette nature font défaut. Le nombre de lits subventionnés par lui ou qui lui sont réservés s'élève à 2.084, soit, par rapport à la population desservie, 2 pour 1.000.

57. Les services de laboratoire sont assurés concurremment par les établissements de l'Office, les laboratoires privés subventionnés par lui et les établissements universitaires et publics. En vertu d'un accord conclu cette année, le Gouvernement jordanien s'est engagé à fournir, contre une subvention annuelle versée par l'Office, des services de laboratoire, tant en matière d'hygiène publique que de médecine clinique à tous les réfugiés résidant sur son territoire.

Hygiène maternelle et infantile

58. La mise en œuvre du programme d'hygiène maternelle et infantile s'est poursuivie activement. Outre les consultations prénatales auxquelles se rendent la majorité des femmes enceintes, le programme d'hygiène infantile comprend l'immunisation contre la varicelle, les affections entériques, la diphtérie, la coqueluche et le tétanos; plus de 85 pour 100 des nourrissons bénéficient de ces soins.

59. Des équipes d'hygiène scolaire surveillent périodiquement l'état sanitaire des élèves; procèdent à des examens médicaux systématiques (notamment pour les élèves nouvellement admis) et font traiter les sujets souffrant de déficiences curables. Ces équipes désignent également les enfants ayant besoin d'une alimentation d'appoint, et elles participent aux campagnes d'immunisation.

Lutte contre les maladies transmissibles

60. On trouvera dans le tableau 10 de l'annexe la liste des maladies contagieuses qui se sont déclarées chez les réfugiés durant ces 12 derniers mois. On notera que, cette année encore, aucun réfugié n'a été atteint des six maladies dites "quaranténaires" et que la dysenterie et les maladies des yeux demeurent les affections les plus courantes.

Lutte contre la tuberculose

61. L'Office, suivant en cela les conceptions de la médecine moderne, oriente de plus en plus son programme de lutte contre la tuberculose vers le traitement à domicile. Néanmoins, il a réservé dans les quatre pays d'accueil un nombre suffisant de lits (455 au total) pour les tuberculeux nécessitant un traitement hospitalier. Le Gouvernement jordanien, en vertu d'un accord entré en vigueur le 1er juillet 1959, a créé un service de consultations à son centre antituberculeux de Jérusalem pour tous les réfugiés tuberculeux des districts de Jérusalem et d'Hébron; il existe déjà un service analogue en Jordanie orientale.

Lutte contre le paludisme

62. On trouvera dans les rapports des années précédentes des informations sur les mesures antipaludiques prises par l'UNRWA. L'éradication du paludisme

est confiée maintenant aux services nationaux compétents des pays intéressés, mais l'Office continue de collaborer à leur effort en leur fournissant toutes les données relatives aux cas de paludisme décelés par son personnel médical parmi la population réfugiée (235 cas leur ont été signalés ainsi durant l'année) et en participant à l'action de ces services nationaux dans les camps de l'Office.

Education sanitaire

63. L'Office poursuit activement son programme d'éducation sanitaire de la population réfugiée et des membres de son personnel (réfugiés eux-mêmes pour la plupart), afin de les amener à prendre conscience de ce qu'ils peuvent faire pour améliorer l'état de santé de leur collectivité.

Rééducation des enfants infirmes

64. L'Office a élargi son programme de rééducation des enfants infirmes qui, jusqu'à présent, n'était appliqué qu'au Liban, et un certain nombre de petits infirmes de la province nord de la RAU ont pu en bénéficier.

Formation du personnel médical

65. L'Office, comme par le passé, a continué d'assurer la formation en cours d'emploi de son personnel médical et paramédical.

ASSAINISSEMENT DU MILIEU

66. L'approvisionnement en eau a été normalement assuré, et même amélioré dans certains cas. Cet hiver cependant, comme l'année précédente, la pluie a de nouveau manqué dans l'ensemble de la région, et il a fallu prendre des mesures d'urgence en Jordanie. Pour alimenter les camps du district d'Hébron, qui sont les plus touchés, l'Office leur envoie de l'eau de Jérusalem.

67. L'Office a de plus continué d'assurer les autres services habituels en matière d'assainissement du milieu, à savoir l'évacuation des eaux ménagères, les systèmes d'égouts et d'enlèvement des ordures, la lutte contre les insectes et les rongeurs, la construction d'abattoirs, d'incinérateurs, de bains publics, etc.

ABRIS

68. L'Office compte 58 camps répartis dans les quatre pays d'accueil. L'accroissement régulier de la population des camps, déjà signalé dans le rapport précédent, s'est poursuivi. Durant l'année écoulée, le nombre total des réfugiés hébergés dans les camps officiels de l'UNRWA a atteint 421.500 environ. Dans la province nord de la RAU, l'Office a continué d'aider à loger les réfugiés et poursuivra dans cette voie l'an prochain. Aucun nouveau camp n'a été construit en 1959-1960, mais l'Office prévoit d'en créer plusieurs au Liban et un en Jordanie.

69. Ces dernières années, l'Office a dépensé en moyenne 675.000 dollars par an pour la construction et l'entretien de logements en dur et a pu ainsi remplacer dans les camps toutes les tentes et un grand nombre d'abris qui ne répondaient pas aux normes adoptées.

70. On trouvera au tableau 3 de l'annexe les statistiques relatives aux camps pour la période 1950-1960, et au tableau 4 la présente répartition des réfugiés dans les camps de chacun des pays d'accueil.

HABILLEMENT

71. L'Office n'habillement pas les réfugiés; il se borne, ce qui n'est d'ailleurs pas négligeable, à payer le trans-

port par mer des colis de vêtements usagés recueillis à l'étranger par des organisations bénévoles. Les dons réunis par celles-ci cette année ont été exceptionnellement nombreux, et l'Office a acquitté environ 300.000 dollars de fret. Au total, on a reçu près de 3.000 tonnes de vêtements et de chaussures. Une fois de plus, l'UNRWA tient à exprimer aux organisations bénévoles — dont on trouvera la liste au tableau 21 de l'annexe — sa gratitude pour les efforts qu'elles ont déployés dans ce domaine.

SERVICES SOCIAUX

72. Par ses services sociaux, dont les activités viennent en complément des secours essentiels, l'Office cherche à pallier deux grands maux qu'on ne saurait méconnaître : la détresse des personnes particulièrement nécessiteuses — dont le sort attire l'attention même dans une population où les privations sont la règle — et les effets démoralisants qu'ont eus sur les réfugiés 12 années d'oisiveté forcée dans les camps. En 1959, 755.000 dollars ont été consacrés à ces services.

Cas sociaux

73. Les moyens financiers dont dispose l'Office ne lui permettent de fournir cette assistance complémentaire qu'aux personnes les plus nécessiteuses, et seulement en cas d'urgence. Néanmoins, pendant l'année écoulée, ses services sociaux ont distribué des secours en espèces (45.302 dollars au total) à 9.637 réfugiés, et des couvertures supplémentaires, des vêtements et du combustible à 34.324 autres. Cette aide a été principalement distribuée à Gaza et en Jordanie, où les emplois intermittents sont le plus rares et la misère le plus tragique. De plus, les assistants sociaux de l'Office ont apporté leur aide et leurs conseils à nombre de réfugiés qui leur exposaient des problèmes personnels.

74. L'Office a continué de s'occuper d'une autre catégorie de réfugiés particulièrement éprouvés : les enfants aveugles, sourds-muets ou souffrant d'autres infirmités. Placés dans des établissements de la région, ces enfants y reçoivent une formation spéciale qui leur permettra plus tard de subvenir à leurs besoins. Cette année, 42 nouveaux cas ont été pris en charge, tandis que 60 autres poursuivaient leur éducation. Il faut compter environ 1.800 dollars par enfant pour six années d'études ; le manque de crédits ne permet pas à l'Office de satisfaire toutes les demandes, et une aide supplémentaire de la part des organisations bénévoles serait nécessaire pour secourir ces cas vraiment tragiques.

Développement communautaire

75. Depuis trois ans, dans le cadre de ce programme, l'Office encourage les réfugiés à prendre des initiatives en vue d'améliorer leur sort dans les camps. On comptait déjà 10 coopératives l'an dernier, et 7 autres se sont formées cette année (2 coopératives d'aviculture, 2 de consommation, une de transport, une fabrique de nattes et 2 boulangeries. L'une d'elles, une entreprise de boulangerie qui groupe plus de 100 familles, a été créée dans la province nord de la RAU où, jusqu'à présent, le gouvernement n'avait pas autorisé l'établissement de coopératives. Le financement de ces entreprises est assuré à l'aide de sommes réunies par leurs propres membres, ainsi que par des prêts et des dons de provenance extérieure, outre la mise de fonds initiale consentie par l'UNRWA. Si elles ne permettent pas aux participants de subvenir entièrement à leurs besoins, du moins les réfugiés en retirent-ils de quoi

améliorer leur ordinaire et, ce qui est peut-être plus important, l'occasion de se remettre au travail. Chaque fois, ce sont les réfugiés eux-mêmes qui ont pris l'initiative de créer une coopérative. On trouvera au tableau 20 de l'annexe une liste complète des entreprises ainsi organisées avec l'aide de l'Office.

Petites subventions individuelles

76. Durant l'année écoulée, on a distribué de modiques sommes (36 dollars en moyenne) à 243 réfugiés, tels que mécaniciens de cycles, pêcheurs, peintres en bâtiment ou coiffeurs, pour leur permettre de gagner quelque argent en reprenant l'exercice de leur ancien métier, et de compléter ainsi leurs rations. De petites contributions reçues par l'Office sont affectées directement à ce programme.

Centres de couture

77. Cette année, 1.732 jeunes filles ont suivi des cours dans les 33 centres de couture de l'Office. Chaque élève bénéficie de six mois d'enseignement et peut, quand elle quitte le centre, gagner un peu d'argent. Les candidates à ces cours doivent se faire inscrire sur des listes d'attente, et l'Office envisage d'ouvrir de nouveaux centres si ses moyens le lui permettent.

Activités pour les hommes

78. Les cinq cours de menuiserie se sont poursuivis sur le territoire de Gaza. L'enseignement dure un an, et les élèves qualifiés reçoivent un diplôme. En raison du succès remporté par ces cours, l'Office envisage d'en organiser de semblables l'an prochain dans d'autres pays d'accueil.

Programme d'activités pour la jeunesse

79. L'inquiétude grandissante de l'Office devant l'oisiveté des jeunes réfugiés (voir par. 6 de l'annexe C du rapport de l'année dernière²) l'a conduit à établir au début de 1960 un nouveau programme de formation des cadres de la jeunesse avec l'aide de l'Alliance des unions chrétiennes de jeunes gens (YMCA). Garçons et filles, pris dans les camps de chacun des pays d'accueil, suivent des cours au centre de formation créé par l'YMCA au Liban, afin de pouvoir ensuite s'occuper des activités des jeunes dans leurs camps respectifs. On espère arriver ainsi à créer dans tous les camps des centres de jeunesse qui seraient dirigés par des cadres qualifiés et animés par des moniteurs bénévoles ayant reçu eux aussi une formation spéciale. Ce programme devrait non seulement réduire l'ampleur du problème immédiat que pose le désœuvrement, mais aussi aider les jeunes à devenir des citoyens conscients de leurs responsabilités.

B. — Enseignement, formation technique et subventions individuelles

80. L'Assemblée générale, au paragraphe 6 de sa résolution 1456 (XIV), a invité l'Office "dans la mesure où cela est financièrement possible, à étendre ses programmes d'indépendance économique et de formation professionnelle". Dans l'application de cette directive, l'Office, cette année encore, a dû tenir compte

² Documents officiels de l'Assemblée générale, quatorzième session, Supplément No 14 (A/4213), p. 18.

de l'insuffisance des crédits et de l'absence des conditions requises pour la mise en œuvre de projets pouvant assurer la subsistance d'un nombre appréciable de réfugiés. Aucun projet de grands travaux n'a été envisagé. En Jordanie, l'Office a consenti un petit nombre de subventions à l'agriculture. L'enseignement général, indispensable si l'on veut assurer l'avenir économique des jeunes, a été développé, voire amélioré sur certains points. De plus, et surtout grâce aux contributions recueillies à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié, on a pu mettre sur pied un programme de formation professionnelle beaucoup plus étendu. Enfin, l'Office a trouvé des emplois dans la région pour un certain nombre de réfugiés et il en a aidé d'autres, désireux de travailler à l'étranger, à émigrer.

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET SUPÉRIEUR

81. L'Assemblée générale l'y ayant encouragé par plusieurs résolutions successives, l'Office a considérablement élargi son programme d'enseignement, comme on peut en juger en se reportant aux modestes débuts d'il y a 10 ans, lorsque les crédits alloués à cet effet ne s'élevaient qu'à 398.000 dollars (1950-1951). Actuellement, c'est une somme de plus de 6 millions de dollars que l'Office consacre chaque année aux services d'enseignement; il donne ainsi une instruction primaire à tous les enfants réfugiés, admet aux études secondaires une proportion sans cesse croissante d'entre eux (proportion à peu près égale à celle que l'on constate dans la population autochtone des pays d'accueil), et offre enfin des bourses d'études supérieures à un petit nombre d'élèves parmi les plus doués. Non seulement ce système scolaire est indispensable si l'on veut éviter de placer la jeune génération de réfugiés dans une situation très défavorable par rapport aux autres habitants du Moyen-Orient, mais encore il constitue les fondements nécessaires de tout programme de formation professionnelle. A cet égard, il importe au plus haut point pour l'avenir d'améliorer l'enseignement au niveau primaire et secondaire.

82. Pendant l'année scolaire 1959-1960, les progrès se sont donc poursuivis dans ce domaine. Au total, 180.078 enfants réfugiés ont reçu, grâce à l'Office, une instruction primaire ou secondaire, contre 176.332 en 1958-1959. Sur ce nombre, 123.883 élèves ont été admis dans les 382 établissements primaires et secondaires de l'UNRWA et les 56.195 autres ont été placés, moyennant une subvention de l'Office, dans les écoles privées ou publiques des pays d'accueil.

83. En dehors des difficultés de financement, le principal obstacle au développement rationnel de l'enseignement demeure la pénurie de personnel qualifié. Le nombre total des instituteurs employés par l'Office est passé de 3.287 à 3.494, mais la grande majorité d'entre eux n'ont pas reçu l'instruction nécessaire. Au cours des dernières années, la formation en cours d'emploi ainsi que les cours d'été et de perfectionnement ont amélioré jusqu'à un certain point la qualité de l'enseignement; l'école normale expérimentale d'institutrices à Naplouse (Jordanie) a été rouverte en 1958-1959 et fonctionne de façon satisfaisante, mais on y manque de professeurs compétents. La construction d'une école normale pour 200 instituteurs à Ramallah (Jordanie) est maintenant terminée et l'établissement ouvrira ses portes le 1er septembre 1960. Les effets de ces diverses mesures sur le niveau de l'enseignement ne pourront se faire sentir que progressivement.

84. Le surpeuplement des écoles de l'UNRWA continue de sévir et, à Gaza, le système des classes alternées n'a pu être entièrement abandonné; cependant, il est encourageant de constater que, sur les 467 salles de classe nécessaires à la réalisation de ce projet, 401 ont été terminées cette année. Ces difficultés, aux quelles s'ajoute le manque de matériel, ne sont pas de nature à faciliter l'élévation du niveau de l'enseignement.

85. En raison du développement de l'enseignement secondaire, le nombre de candidats à l'enseignement supérieur ne cesse d'augmenter, mais une fois de plus l'insuffisance de crédits a empêché l'Office d'accroître le nombre des bourses universitaires, qui depuis quatre ans reste fixé à 375.

86. On trouvera aux tableaux 11 à 15 de l'annexe des statistiques détaillées concernant les services d'enseignement de l'Office.

FORMATION PROFESSIONNELLE

87. Conformément aux directives de l'Assemblée générale, l'Office a pris cette année des dispositions en vue d'élargir son programme de formation professionnelle, posant ainsi les fondements d'un plan de développement qui s'étalera sur les trois prochaines années et que l'on traitera plus en détail, en ce qui concerne ses incidences pour l'avenir, à la section III du présent rapport.

88. Les principales réalisations de l'année sont:

a) L'agrandissement de l'école professionnelle de Kalandia (Jordanie), qui peut accueillir maintenant 120 nouveaux élèves;

b) L'achèvement d'une nouvelle école professionnelle de 230 élèves à Wadi Seir (Jordanie), qui ouvrira en septembre 1960;

c) L'agrandissement de l'école professionnelle de Gaza, qui peut recevoir maintenant 200 élèves;

d) L'achèvement, à Ramallah, d'une école normale de 200 instituteurs qui sera inaugurée en septembre 1960.

De plus, des accords de principe ont été conclus avec le Gouvernement de la République arabe unie en vue de la construction, près de Damas, d'une école professionnelle de 224 élèves; avec le Gouvernement jordanien, pour la création d'une double école, technique et normale, de 550 jeunes filles; et enfin avec le Gouvernement libanais, pour la construction d'une école professionnelle de 224 élèves au Liban. C'est surtout grâce aux fonds recueillis au titre de l'Année mondiale du réfugié que l'Office a pu entreprendre l'exécution de ces trois derniers projets.

89. Si encourageants que soient ces résultats, obtenus récemment dans le domaine de l'enseignement technique, l'Office estime essentiel, dans l'intérêt même du programme, d'éviter de favoriser au détriment de l'enseignement général la formation professionnelle au succès de laquelle il est justement un facteur indispensable.

90. On trouvera au tableau 16 de l'annexe une description détaillée du programme actuel de l'Office en matière d'enseignement pédagogique et de formation professionnelle.

PROJETS ET PROGRAMMES SPÉCIAUX

Subventions individuelles

91. De 1954 à 1957 l'Office avait poursuivi l'exécution d'un programme de subventions indivi-

duelles dans divers domaines (agriculture, logement, industrie et commerce) qu'il lui fallut mettre en veilleuse lors de la crise financière qu'il traversa en 1957. Au début de 1959, dès que les circonstances l'ont permis, un deuxième programme, limité à des prêts pour le développement agricole en Jordanie, a été mis en train; il a fallu l'interrompre provisoirement lui aussi au cours du deuxième semestre de 1959, mais l'Office a pu le reprendre au début de 1960, l'occasion s'étant présentée d'acheter des terres dans le Ghor oriental de la vallée du Jourdain pour y installer un petit nombre de réfugiés. On a donc créé, sur une superficie de 4.061 deunums, 84 entreprises agricoles au profit de 773 personnes, le montant global des dépenses s'élevant à 319.833 dollars. Au total, dans le cadre de ce second programme, l'Office a consenti, de janvier 1959 à avril 1960, 195 prêts agricoles au profit de 1.671 bénéficiaires, pour un montant global de 694.759 dollars. Le développement ultérieur du programme de subventions est actuellement à l'étude.

Banque jordanienne de développement économique

92. La Banque jordanienne de développement économique a été créée en 1951, avec une importante participation financière de l'Office, en vue d'encourager le développement économique de la Jordanie et d'élever le niveau de vie de sa population et notamment des réfugiés. La Banque accorde des prêts sous certaines conditions, l'une d'elles étant que les bénéficiaires s'engagent à employer un nombre de réfugiés convenu à l'avance. Au total, 10.000 réfugiés environ ont ainsi bénéficié des projets entrepris avec l'aide des prêts de la Banque.

93. Au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1960 — le plus satisfaisant depuis la création de la Banque — la plupart des opérations ont porté, comme précédemment, sur le développement agricole, à l'exception de deux prêts importants pour la création, l'un d'une fonderie et l'autre d'une fabrique d'appareils de précision. Le nombre des prêts consentis par la Banque a doublé par rapport à l'exercice 1958-1959 et, au 31 mars 1960, se décomposait comme suit: 491 à l'agriculture, 34 à l'industrie et 25 à la construction, soit 550 au total, représentant un montant global de 806.940 dollars. Le capital autorisé a été porté à 2.800.000 dollars, le montant du capital émis et versé s'élevant à 1.694.034 dollars.

SERVICES DE PLACEMENT

94. Les services de placement de l'Office sont indispensables à la recherche d'emplois pour les réfugiés qualifiés, notamment pour les diplômés des écoles techniques. Malheureusement, les possibilités dans ce domaine demeurent bien insuffisantes en regard de l'ampleur du problème. Durant l'année écoulée 12.000 réfugiés environ se sont adressés aux services de placement, ce qui représente une nette augmentation par rapport aux années précédentes. L'Office a pu trouver des emplois à 691 d'entre eux, tandis que d'autres, informés par l'UNRWA des emplois vacants, étaient engagés directement par les employeurs.

95. L'Office aide également un petit nombre de réfugiés en prenant à sa charge tout ou partie de la traversée des personnes désireuses d'émigrer pour se placer à l'étranger et qui, ayant obtenu tous les visas nécessaires, ne pourraient les utiliser sans cette aide financière. Pendant l'année, 404 réfugiés au total (60 familles et 168 personnes seules, toutes inscrites sur

les listes de l'UNRWA) ont ainsi pu émigrer: 162 réfugiés se sont rendus aux Etats-Unis d'Amérique, 210 dans les pays d'Amérique latine (principalement au Brésil), 18 au Canada, 4 en Australie et 10 en Europe. Il en a coûté à l'Office en moyenne 257 dollars par personne. Il convient de noter que l'UNRWA ne prend aucune initiative en vue d'encourager cette émigration.

C. — Relations avec les gouvernements des pays d'accueil

96. L'Assemblée générale, au dernier alinéa du préambule de sa résolution 1456 (XIV) du 9 décembre 1959, rappelait "que l'Office, en tant qu'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies, jouit des avantages conférés par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies". Au paragraphe 3 de la même résolution, elle priait "le Directeur de l'Office de convenir avec les gouvernements des pays d'accueil des moyens permettant le mieux de donner suite aux propositions qui figurent au paragraphe 47 de son rapport", à savoir:

a) Reconnaissance et pleine compréhension, par tous les services publics ayant affaire à l'Office, de son statut juridique d'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies;

b) Conclusion d'accords révisés et autant que possible uniformisés, qui viendraient en complément de la Charte et de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies;

c) Recouvrement des créances en souffrance et élaboration de méthodes permettant à l'avenir de régler les litiges;

d) Etroite coopération à tous les échelons, dans un commun souci d'améliorer le sort des réfugiés.

D'autre part, dans des lettres adressées le 16 décembre 1959 aux trois gouvernements des pays d'accueil, le Secrétaire général se déclarait persuadé que la première proposition du Directeur serait désormais appliquée automatiquement, et il définissait sa position touchant la conclusion d'accords révisés, pour autant que cette question fût de sa compétence.

97. Le Directeur a expliqué suffisamment en détail, dans ses précédents rapports, les problèmes et les difficultés auxquels l'Office et les gouvernements des pays d'accueil doivent faire face. Il s'est écoulé trop peu de temps depuis l'adoption de la résolution 1456 (XIV) pour que puissent déjà être appliquées toutes les propositions du Directeur citées plus haut: l'exposé qui va suivre est donc de caractère purement provisoire.

98. Le Directeur est heureux de signaler que des progrès ont été réalisés dans tous les domaines visés par les propositions en question. Tant l'UNRWA que les gouvernements (y compris leurs services publics) se font une idée de plus en plus nette des relations complexes qui les lient. Les représentants des trois gouvernements, ensemble et séparément, ont rencontré le Directeur, et un accord général est intervenu sur les principes et la procédure qu'il convenait de suivre en vue d'aboutir dès que possible à la conclusion d'un accord de base entre l'Office et les trois gouvernements intéressés. Ce texte définira les grands principes fondamentaux valables dans tous les pays d'accueil; en outre, il facilitera la conclusion d'accords complémentaires sur des questions intéressant plus particulièrement tel ou tel de ces pays.

99. En ce qui concerne le recouvrement des créances en souffrance^{*} et le règlement des litiges, des négociations sont en cours avec tous les gouvernements des pays d'accueil, et l'on a mis au point plusieurs méthodes d'examen des créances. Il convient d'ajouter que le Gouvernement libanais a accepté de rembourser certaines taxes portuaires et que le Gouvernement jordanien a décidé de régler toutes les créances en souffrance, à une exception près. Certaines questions mettant en jeu la liberté de mouvement du personnel de l'Office et le transport de ses approvisionnements font encore l'objet de discussions, mais il convient de signaler les réductions des tarifs ferroviaires, réductions dont l'entrée en vigueur a été annoncée au Liban, en Jordanie et dans la province nord de la République arabe unie, et qui ont diminué l'écart entre le coût des transports par fer et celui des transports par route.

100. Le Directeur est donc heureux de pouvoir déclarer que les relations avec les pays d'accueil sont bonnes et qu'elles s'améliorent encore. Il importe de ne perdre de vue ni l'effort considérable que le problème des réfugiés impose à toute la structure — politique, économique et sociale — des pays d'accueil, ni la préoccupation bien légitime que causent à ces derniers l'ampleur et la complexité des activités de l'Office. Cependant, les facteurs qui militent en faveur de la coopération et de la compréhension mutuelle jouent un rôle de plus en plus marquant : si les progrès réalisés jusqu'ici se poursuivent au même rythme et si les négociations continuent dans le même esprit, le Directeur espère être prochainement en mesure d'annoncer que d'autres problèmes ont été réglés à la satisfaction des parties en présence.

D. — Problèmes de financement

101. L'exercice financier de l'Office coïncide avec l'année civile, alors que le présent rapport embrasse la période du 1er juillet 1959 au 30 juin 1960. Les comptes de l'Office pour 1959 et 1960 sont donc publiés séparément avec les rapports pertinents des commissaires aux comptes. On trouvera à la présente section un état récapitulatif des opérations financières de 1959 et un exposé préliminaire de celles de 1960, ainsi qu'un bref rapport relatif aux contributions directement versées aux réfugiés par les gouvernements et les organisations non gouvernementales. La section II est consacrée au budget de 1961 et à son financement, et la section III à un programme d'activités à plus long terme, puisqu'il va jusqu'à la fin de 1963, et à ses incidences financières.

102. En dépit de certaines contributions supplémentaires, provenant pour la plupart de sources privées et versées à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié, la situation financière de l'Office demeure essentiellement précaire : en effet, on ne saurait compter sur un apport de fonds régulier et suffisant pour couvrir à la fois les inévitables engagements de dépenses au titre des secours essentiels et les frais sans cesse plus importants afférents aux programmes d'enseignement et de formation professionnelle dont les jeunes réfugiés doivent bénéficier si l'on veut que plus tard ils trouvent des emplois et jouent un rôle utile dans la société. On trouvera au tableau 19 de l'annexe une liste des contributions reçues ou annoncées au titre de l'Année mondiale du réfugié, et au tableau 18 un état récapitulatif de ce que l'on peut

appeler les engagements et contributions ordinaires au budget de l'Office. On espère vivement que le renouveau d'intérêt pour les problèmes des réfugiés, suscité par cette campagne, se traduira par une augmentation des contributions annuelles régulières. Pour l'instant, celles-ci — qui toutes, rappelons-le, sont consenties à titre purement bénévole — proviennent, à concurrence de quelque 93 pour 100, de trois gouvernements seulement (Etats-Unis, Royaume-Uni et Canada), les 7 pour 100 restants étant répartis entre une quarantaine d'autres pays. La contribution des Etats-Unis représente à elle seule 70 pour 100 du montant total. Il est évident que l'Office ne bénéficie pas encore de cet appui financier si souvent réclamé pour lui par l'Assemblée générale et qui, largement réparti entre les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, correspondrait à l'importance de ses activités. Sur le plan pratique des opérations quotidiennes, l'application du principe de contrepartie selon lequel la contribution des Etats-Unis (soit 70 pour 100 du montant global du budget) est versée à l'Office à condition qu'il obtienne d'autres sources les 30 pour 100 restants signifie que l'UNRWA, jusqu'à la fin de chaque période de 12 mois se terminant au 30 juin, ignore encore dans une large mesure ce que sera le chiffre de ses recettes effectives pour l'année en cours. Les inconvénients engendrés par cette incertitude seraient moindres si l'on disposait d'un fonds de roulement important, mais tel n'est malheureusement pas le cas. Il est donc tout aussi urgent que par le passé d'obtenir pour l'Office une aide financière accrue de la part d'un plus grand nombre de contributeurs.

103. Pour faire toute la lumière sur la situation, il convient de rappeler que l'Office a traversé en 1957 une grave crise financière. La cause principale en était l'épuisement, à cette date, d'une assez large réserve constituée durant les années précédentes pour financer les programmes de réintégration et qui, en accord avec les contributeurs, avait été affectée en grande partie aux programmes d'enseignement, de formation professionnelle et de subventions individuelles au titre de l'indépendance économique. Il fallait donc, si l'on voulait poursuivre la mise en œuvre de ces programmes, que le montant global des contributions soit augmenté. N'obtenant pas les assurances nécessaires, l'Office a été obligé de mettre fin à son programme de subventions, d'interrompre la construction de nouvelles écoles professionnelles et techniques, de remettre à plus tard certaines améliorations qu'il était pourtant essentiel d'apporter à son système d'enseignement, et même de serrer les dépenses dans les services des secours. Heureusement, cette crise fut assez rapidement surmontée grâce à une conjoncture favorable — baisse de prix des aliments de base, rentrée, en 1958, des dernières contributions au titre d'engagements contractés pour les exercices précédents, légère augmentation du montant des contributions. Toutefois, la difficile année 1957 a eu pour séquelle, outre le temps perdu, de mettre un frein au développement de la formation professionnelle et des programmes d'indépendance économique.

104. L'amélioration de la position financière de l'Office en 1958 n'a pas seulement compensé les effets de la crise de l'année précédente : elle a aussi abouti fin 1958 à un excédent temporaire des recettes sur les dépenses, de 3.200.000 dollars, qui a été reporté sur le budget 1959 et affecté au fonds de roulement. On notera cependant que cet excédent est dû surtout à deux facteurs accidentels, à savoir la baisse des produits alimentaires et le versement des contributions annoncées au titre d'années précédentes. Seule l'augmentation, d'ail-

* Le recouvrement des créances contre Israël est également à l'étude.

leurs modérée, du montant des contributions présentait un intérêt durable pour l'Office.

105. Au début de 1959, l'Office avait besoin de 33 à 34 millions de dollars pour continuer à assurer ses services strictement indispensables en matière de secours et d'enseignement, services dont la réduction eût entraîné de graves privations parmi les réfugiés. Il lui fallait en outre obtenir des crédits supplémentaires pour élargir ses programmes d'indépendance économique: formation professionnelle et subventions individuelles. Du côté des recettes, les Etats-Unis avaient promis d'augmenter leur contribution à concurrence de 23 millions de dollars, et quelques autres pays avaient annoncé des contributions également plus élevées que par le passé, si bien qu'en supposant les versements effectués en temps voulu on pouvait prévoir au total une rentrée d'environ 34 millions de dollars. Par bonheur, on disposait aussi d'un excédent temporaire de recettes sur les dépenses apparu en 1958, à savoir les 3.200.000 dollars mentionnés plus haut, pour réinstituer les normes des années précédentes dans les services des secours et de l'enseignement et pour relancer un très modeste programme d'indépendance économique. Le recrutement du personnel nécessaire prit cependant un certain temps, comme d'ailleurs la remise en train des travaux de construction, si bien que les dépenses prévues en 1959 n'avaient pas été entièrement effectuées à la fin de l'année et que des engagements de dépenses, pour un montant de 2.400.000 dollars, ont été reportés au budget de 1960.

106. En 1960, la situation financière dans son ensemble se présente sensiblement de la même manière qu'en 1959; une fois encore et sous réserve de certaines hypothèses favorables quant aux engagements qui seront contractés et honorés par les contribuables habituels de l'Office, les recettes ordinaires s'élèveront sans doute à quelque 34 millions de dollars. De plus, l'Office espère recevoir au titre de l'Année mondiale du réfugié une somme de quelque 4 millions de dollars qu'il destine au financement de la formation professionnelle, des bourses universitaires et des programmes d'indépendance économique. Ces contributions spéciales viendront augmenter le fonds de roulement et pourront être réparties sur les trois années pour lesquelles le mandat de l'Office a été prorogé.

107. Les opérations financières de 1959 peuvent être récapitulées comme suit:

	<i>Millions de dollars des Etats-Unis</i>	
Budget:		
Engagements de dépenses reportés de 1958..	1,4	
Prévisions de dépenses pour 1959.....	37,5	38,9
	<hr/>	
Recettes:		
Contributions des gouvernements.....	32,6	
Autres contributions	0,4	
Recettes diverses	0,4	
Ajustements sur les changes.....	0,6	34,0
	<hr/>	
Dépenses et engagements de dépenses:		
Dépenses	34,1	
Sommes engagées et reportées sur 1960....	2,4	36,5

108. Pour 1960 les estimations de recettes et de dépenses se présentent comme suit:

*Millions de dollars
des Etats-Unis*

Budget:

Engagements de dépenses reportés de 1959..	2,4	
Prévisions de dépenses pour 1960.....	38,7	41,1
<hr/>		

Recettes:

Contributions des gouvernements.....	34,1	
Autres contributions	0,7	
Recettes diverses	0,5	
Ajustements sur les changes.....	0,7	36,0
<hr/>		

Dépenses et engagements de dépenses:

Dépenses	35,0	
Sommes engagées et reportées sur 1961....	1,5	36,5
<hr/>		

109. Au 31 décembre 1957, le fonds de roulement de l'Office avait été réduit à 18.900.000 dollars, limite au-dessous de laquelle nous estimons qu'on ne saurait descendre sans danger. Ce montant représente en effet le strict minimum nécessaire au renouvellement régulier des approvisionnements (environ 9 millions de dollars) et à la poursuite des activités pendant trois mois (10 millions de dollars), si l'on tient compte du calendrier actuel des versements effectués par les principaux contributeurs. Au 31 décembre 1958, le fonds de roulement avait été porté à 22.300.000 dollars par suite de l'excédent — expliqué plus haut — des recettes sur les dépenses. Au 31 décembre 1959, le montant du fonds de roulement était encore de 22.200.000 dollars; mais des engagements de dépenses pour un montant de 2.400.000 dollars avaient été reportés sur 1960. On estime qu'au 31 décembre 1960 le fonds de roulement (non compris les sommes recueillies au titre de l'Année mondiale du réfugié, qui feront l'objet d'affectations spéciales) s'élèvera à 23.200.000 dollars, sous réserve que l'on puisse maintenir au niveau des prévisions budgétaires actuelles le montant des dépenses effectives, et notamment les frais de construction non financés par l'Année mondiale du réfugié.

110. En bref, les recettes ordinaires se sont élevées durant ces dernières années à près de 34 millions de dollars — minimum nécessaire au financement des programmes de secours et d'enseignement; mais, comme on l'expose à la section III, cette somme sera insuffisante dans les années à venir. Certes, ce que l'on peut appeler "l'aubaine" de 1958 et, plus récemment, les contributions versées au titre de l'Année mondiale du réfugié ont permis d'élargir quelque peu les programmes d'indépendance économique. Il s'agit là cependant de subventions non renouvelables, et d'ailleurs la portée très limitée de ces activités ne correspond nullement à l'ampleur de la demande, le nombre des réfugiés qui cherchent à bénéficier de la formation technique et des chances de subvenir à leurs besoins s'étant considérablement accru.

111. On ne saurait conclure sans rappeler les contributions très importantes — sous forme de facilités et de services divers, de soins médicaux et d'enseignement — que fournissent directement aux réfugiés les gouvernements des pays d'accueil ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales, notamment les sociétés bénévoles.

E. — Année mondiale du réfugié

112. La période qui fait l'objet du présent rapport correspond approximativement à la durée de la campagne entreprise par la plupart des pays dans le cadre de l'Année mondiale du réfugié.

113. Dans sa résolution 1285 (XIII), l'Assemblée générale considérait que l'Année mondiale du réfugié aurait deux buts principaux, à savoir:

"a) Appeler l'attention de tous sur le problème des réfugiés et inciter les gouvernements, les organisations bénévoles et le public en général à fournir des contributions financières supplémentaires en vue de le résoudre,

"b) Susciter, à titre purement humanitaire et conformément aux vœux librement exprimés par les réfugiés eux-mêmes, de nouvelles possibilités de solutions permanentes pour les réfugiés, grâce au rapatriement volontaire, à la réinstallation ou à l'intégration."

114. Certes, une telle entreprise, nécessairement limitée à des considérations humanitaires, ne saurait à elle seule résoudre un problème aussi complexe que celui des réfugiés de Palestine. On espérait cependant que ceux-ci pourraient bénéficier de l'appui financier ainsi accordé à la fois à l'UNRWA et aux institutions privées qui travaillent en leur faveur dans le Moyen-Orient, et que cette campagne contribuerait à faire mieux apprécier la nature du problème.

115. L'UNRWA a donc travaillé en étroite collaboration avec le représentant spécial du Secrétaire général pour l'Année mondiale du réfugié, et a détaché auprès de lui deux de ses administrateurs et deux secrétaires.

116. L'Office a également pris contact avec nombre de comités nationaux, leur fournissant une documentation spéciale, et son Directeur s'est rendu personnellement dans certain pays à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié.

117. A ce titre, l'Office a déjà reçu un appui financier supplémentaire. Au 30 juin 1960, des engagements de contributions pour un montant de

plus de 1 million de dollars lui avaient été annoncés, et promesse lui avait été faite d'autres versements à concurrence de 1 million. On trouvera au tableau 19 de l'annexe des indications concernant la provenance de ces contributions. L'Office s'est fixé pour objectif d'obtenir au moins 4 millions de dollars, et on peut donc se féliciter de ce que la campagne en faveur de l'Année mondiale du réfugié se poursuit encore dans plusieurs pays. D'ailleurs, un certain nombre de comités nationaux n'ont pas encore arrêté la répartition des fonds qu'ils ont réunis dans le cadre de cette campagne.

118. Plus précisément, l'UNRWA espère recevoir à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié des fonds qu'elle utilisera comme suit:

a) Trois millions de dollars pour la création et l'équipement de six écoles professionnelles;

b) Un demi-million de dollars pour l'octroi d'environ 100 nouvelles bourses d'études supérieures;

c) Un demi-million de dollars pour l'octroi de petits prêts et dons.

119. Si ce programme est mené à bien, l'Office pourra chaque année mettre 1.500 jeunes réfugiés en mesure d'acquérir les connaissances techniques qui, par la suite, leur permettront de subvenir à leurs besoins.

120. Le Directeur tient à exprimer sa sincère gratitude aux gouvernements, aux institutions bénévoles et aux particuliers qui ont apporté leur concours à cette entreprise, soit sur le plan financier, soit sous une autre forme. Il insiste en outre pour que ne soit négligée aucune occasion de poursuivre cet effort de compréhension et d'aide matérielle. Ainsi que certains l'ont déjà dit, l'Année mondiale du réfugié, si elle doit réellement porter des fruits, doit être considérée non comme une fin en soi, mais comme un premier pas.

Annexe à la section I

STATISTIQUES RELATIVES AUX REFUGIES ET AUX CAMPS

Tableau 1

EFFECTIF TOTAL DES RÉFUGIÉS IMMATRICULÉS PAR CATÉGORIES DE SECOURS (1950-1960)*

Années	Membres des familles inscrites sur les listes de rationnaires, catégorie R				E Total A+B+C+D	Catégories E et M	Catégorie N	Ht Total général E+F+G
	A Bénéficiaires de rations entières	Bb Bénéficiaires de demi- rations	Cc Nourrissons et enfants bénéficiant des services	Dd Personnes ne recevant pas de rations		Fo Membres de familles bénéficiant de l'ensei- gnement et/ou des services médicaux	G Membres de familles ne recevant ni rations ni services	
Juin 1950	8	8	8	—	960.021	—	—	960.021
Juin 1951	826.459	51.034	2.174	—	879.667	—	31.789	911.456
Juin 1952	805.593	58.733	18.347	—	882.673	—	41.915	924.588
Juin 1953	772.166	64.817	34.765	—	871.748	—	44.741	916.489
Juin 1954	820.486	17.340	49.232	—	887.058	—	54.526	941.584
Juin 1955	828.531	17.228	60.167	—	905.986	—	62.920	968.906
Juin 1956	830.266	16.987	75.026	—	922.279	—	74.678	996.957

**Membres des familles inscrites sur les listes de rationnaires,
catégorie R**

**Catégories
E et M**

Catégorie N

Années	Membres des familles inscrites sur les listes de rationnaires, catégorie R				Catégories E et M		Catégorie N	
	A Bénéficiaires de rations entières	Bb Bénéficiaires de demi- rations	Cc Nourrissons et enfants bénéficiant des services	Dd Personnes ne recevant pas de rations	E Total A+B+C+D	Ff Membres de familles bénéficiant de l'ensei- gnement et/ou des services médicaux	G Membres de familles ne recevant ni rations ni services	Ht Total général E+F+G
Juin 1957	830.611	16.733	86.212	18.203	951.759	4.462	62.980	1.019.201
Juin 1958	836.781	16.577	110.600	19.776	983.734	5.901	63.713	1.053.348
Juin 1959	843.739	16.350	130.092	21.548	1.011.729	6.977	68.922	1.087.628
Juin 1960	849.634	16.202	150.170	22.639	1.038.645	8.792	73.452	1.120.889

* Les données statistiques ci-dessus sont établies d'après les listes d'immatriculation de l'Office et, en raison de facteurs tels que le nombre élevé des décès non déclarés, des immatriculations fausses et non décelées, etc., n'indiquent pas nécessairement l'effectif réel de la population réfugiée.

^b Y compris, jusqu'à l'année 1954, les Bédouins qui, par la suite, ont reçu des rations entières et les nourrissons qui bénéficient maintenant de rations entières à partir de leur premier anniversaire. On ne distribue actuellement de demi-rations qu'aux habitants des villages frontières en Jordanie.

^c Y compris les nourrissons de moins de 1 an et les enfants qui, par suite de la limitation des contingents, ne reçoivent pas de rations (123.565 en Jordanie).

^d Concerne les membres des familles de la catégorie R qui,

selon le revenu familial et le barème appliqué dans le pays de résidence, ont droit à tout ou partie des services, ou encore n'en reçoivent aucun. Jusqu'à l'année 1956, ces réfugiés étaient classés avec les membres des familles ne recevant ni rations ni services (col. G).

* Ces catégories de secours créées en 1956 ne concernent pratiquement que le Liban, car le barème des revenus établi en vue de la réduction ou de la restitution progressive des rations et services n'a pu être appliqué dans les autres pays d'accueil.

^f Effectif total de la population en juin 1952, y compris 27.674 réfugiés résidant en Israël, qui étaient à la charge de l'Office jusqu'au 1er juillet 1952.

* Chiffres inconnus.

Tableau 2

**RÉPARTITION DES RÉFUGIÉS IMMATRICULÉS PAR PAYS DE RÉSIDENCE,
PAR CATÉGORIES DE SECOURS ET PAR GROUPES D'ÂGES AU 30 JUIN 1960**

Pays et catégories familiales ^a	Nombre de personnes				Nombre de familles
	Moins de 1 an	1 à 15 ans	Plus de 15 ans	Total	
Jordanie:					
R	9.316	225.604	341.236	576.156	107.838
N	236	9.923	27.428	37.587	7.649
	9.552	235.527	368.664	613.743	115.487
Gaza:					
R	5.854	103.328	133.574	242.756	43.534
N	42	3.706	9.038	12.786	3.841
	5.896	107.034	142.612	255.542	47.375
Liban:					
R	1.792	45.868	66.419	114.079	24.404
E et M	89	2.449	5.829	8.367	1.608
N	63	2.506	11.546	14.115	4.234
	1.944	50.823	83.794	136.561	30.246
RAU (région syrienne):					
R	3.231	42.445	59.978	105.654	23.100
E et M	4	80	341	425	68
N	43	1.909	7.012	8.964	3.147
	3.278	44.434	67.331	115.043	26.315
Total pour l'ensemble de la région d'acti- vité de l'Office:					
R	20.193	417.245	601.207	1.038.645	198.876
E et M	93	2.529	6.170	8.792	1.676
N	384	18.044	55.024	73.452	18.871
TOTAL GÉNÉRAL	20.670	437.818	662.401	1.120.889	219.423

^a Pour plus de détails concernant les catégories familiales, voir tableau 1.

Tableau 3

**NOMBRE DE CAMPS, EFFECTIFS DES RÉFUGIÉS HÉBERGÉS ET TYPES D'ABRIS^a
(1950-1960)**

<i>Années</i>	<i>Camps</i>	<i>Effectifs</i>	<i>Tentes</i>	<i>Baraques</i>
Juin 1950	—	267.598	30.580	10.930
Juin 1951	71	276.294	29.989	15.760
Juin 1952	63	281.128	22.055	30.988
Juin 1953	64	282.263	18.059	39.745
Juin 1954	59	305.630	15.180	51.363
Juin 1955	57	335.752	14.212	62.794
Juin 1956	58	358.681	12.989	82.934
Juin 1957	58	360.598	8.328	82.595
Juin 1958	58	396.761	4.950	89.598
Juin 1959	58	414.467	1.984	98.147
Juin 1960	58	421.518	149	103.616

^a Figurent dans ce tableau les familles et les réfugiés immatriculés dans les camps, de quelque catégorie de secours qu'ils relèvent. Non compris les réfugiés des camps qui, tout en bénéficiant des installations sanitaires, ne sont pas logés par l'Office.

Tableau 4

**RÉPARTITION DES RÉFUGIÉS DANS LES CAMPS PAR PAYS DE RÉSIDENCE
AU 30 JUIN 1960**

<i>Pays</i>	<i>Nombre de familles</i>	<i>Nombre de personnes</i>	<i>Pourcentage de la population réfugiée</i>
Jordanie	36.001	192.406	31
Gaza	26.707	150.144	59
Liban	12.884	58.944	43
RAU (région syrienne).....	4.450	20.024	17
	80.042	421.518	38

RATIONS DE BASE ET ALIMENTATION D'APPOINT

Tableau 5

RATIONS DE BASE ET AUTRES DISTRIBUTIONS DE L'OFFICE

1. — Rations de base:

La ration mensuelle individuelle est composée comme suit:

- 10.000 grammes de farine,
- 600 grammes de légumes secs,
- 600 grammes de sucre,
- 500 grammes de riz ou de burghol,
- 375 grammes de matières grasses.

Cette ration équivaut à environ 1.500 calories par jour. En hiver elle est complétée par:

- 300 grammes de légumes secs,
- 500 grammes de dattes ou de raisins,

et correspond alors à 1.600 calories par personne et par jour.

2. — Autres distributions:

- Une couverture par rationnaire tous les trois ans;
- Un morceau de savon de 150 grammes par rationnaire et par mois;
- Un litre et demi de pétrole lampant par rationnaire résidant dans les camps, durant les cinq mois d'hiver.

Tableau 6

**PROGRAMME D'ALIMENTATION D'APPOINT DE L'OFFICE. — NOMBRE MOYEN DE BÉNÉFICIAIRES
(1er JUILLET 1959-30 JUIN 1960)**

Pays	Nombre de bénéficiaires du repas chaud quotidien (moyenne pour l'année)				Nombre de bénéficiaires des rations mensuelles de produits secs (moyenne pour l'année)				Total général
	Nombre de centres d'alimen- tation d'appoint	Moins de 2 ans	2 à 15 ans et cas spéciaux	Total	Femmes enceintes	Nourrices	Tuber- culeux non hospitali- sés	Total	
Liban	22	333	4.195	4.528	1.275	3.239	276	4.790	9.318
RAU (région syrienne) ..	18	253	3.351	3.604	581	1.146	226	1.953	5.557
Jordanie	48	2.220	18.516	23.906	2.917	8.450	636	12.003	35.909
	25 ^a	197	2.973						
Gaza	16	1.213	10.481	11.694	2.749	7.997	420	11.166	22.860
	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	129	4.216	39.516	43.732	7.522	20.832	1.558	29.912	73.644

^a Centres administrés par des sociétés bénévoles.

Tableau 7

**PROGRAMME DE DISTRIBUTION DE LAIT DE L'OFFICE
NOMBRE MOYEN DE BÉNÉFICIAIRES (1er JUILLET 1959-30 JUIN 1960)**

Pays	Nombre de centres de distribution de lait		Nombre quotidien de bénéficiaires (moyenne pour l'année)		
	Préparation et distribution	Distribution seulement	Centres de distribution de lait	Ecoliers, orphelins, titulaires d'ordonnances médicales, etc.	Total
Liban	23	11	44.975	3.775	48.750
RAU (région syrienne) ..	22	—	34.102	4.392	38.494
Jordanie	81	6	66.192	16.780	89.688
	38 ^b	—	6.716		
Gaza	15	—	45.526	20.912	66.438
	—	—	—	—	—
	179	17	197.511	45.859 ^a	243.370

^a Moyenne quotidienne durant l'année scolaire de huit mois.

^b Centres administrés par des sociétés bénévoles.

STATISTIQUES DES SERVICES DE SANTE

Tableau 8

**NOMBRE DE CONSULTATIONS
DONNÉES PAR LES DISPENSAIRES GÉRÉS OU SUBVENTIONNÉS PAR L'OFFICE
(1er JUILLET 1959-30 JUIN 1960)**

	Liban	RAU (région syrienne)	Jordanie	Gaza	Total
Nombre de bénéficiaires des ser- vices médicaux	121.862	105.110	571.587	240.998	1.039.557
Médecine générale	372.127	341.638	603.203	455.822	1.772.790
Pansements et dermatologie	216.195	120.464	773.162	442.966	1.552.787
Soins oculaires	160.509	47.177	873.385	561.071	1.642.142
Soins dentaires	30.965	14.660	85.518	17.812	148.955
TOTAL GÉNÉRAL	779.796	523.939	2.335.268	1.477.671	5.116.674

Tableau 9

**ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS
AUXQUELS LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE ONT ACCÈS
(1959-1960)**

Hôpitaux gérés par :					
L'Etat et les pouvoirs locaux					21
Les organisations bénévoles ou les particuliers					44
L'Office					6
TOTAL					71
L'Office assure en outre le fonctionnement de 11 maternités (3 en Jordanie et 8 à Gaza) et de 2 infirmeries dans la province syrienne de la République arabe unie.					
<i>Nombre de lits disponibles</i>	<i>Liban</i>	<i>RAU (région syrienne)</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Gaza</i>	<i>Total</i>
Médecine générale	144	83	633	287	1.147
Phthisiologie	150	15	140	150	455
Obstétrique	21	11	66	80	178
Pédiatrie	28	18	140	17	203
Psychiatrie	51	—	50	—	101
TOTAL	394	127	1.029	534	2.084
Nombre de lits pour 1.000 habitants	3,11	1,26	1,82	2,22	2,00

Tableau 10

**LISTE DES MALADIES CONTAGIEUSES
QUI SE SONT DÉCLARÉES CHEZ LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE
(1er JUILLET 1959-30 JUIN 1960)**

	<i>Liban</i>	<i>RAU (province syrienne)</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Gaza</i>	<i>Total</i>
Nombre de réfugiés	121.862	105.110	571.587	240.998	1.039.557
Peste	0	0	0	0	0
Choléra	0	0	0	0	0
Fièvre jaune	0	0	0	0	0
Variole	0	0	0	0	0
Typhus exanthématique	0	0	0	0	0
Typhus endémique	0	0	0	0	0
Fièvre récurrente transmise par le pou	0	0	0	0	0
Fièvre récurrente endémique	0	0	6	2	8
Diphtérie	0	0	10	0	10
Rougeole	1.648	552	1.257	3.542	6.999
Coqueluche	1.507	210	868	4.036	6.621
Varicelle	1.178	477	3.171	1.540	6.366
Oreillons	2.384	1.026	2.292	1.096	6.798
Méningite cérébro-spinale	6	1	16	5	28
Poliomyélite	4	2	33	6	45
Affections entériques	29	189	142	94	454
Dysenterie	16.645	18.493	10.489	18.856	64.483
Paludisme	1	9	83	142	235
Bilharziose	0	0	1	122	123
Ankylostomiase	36	0	1	636	673
Trachome	3.546	430	58.538	14.025	76.539
Conjonctivite	21.576	9.300	93.141	15.267	139.284
Tuberculose	35	16	200	82	333
Syphilis	34	11	0	70	115
Blennorragie	6	1	6	2	15
Fièvre scarlatine	0	0	11	0	11
Rage	0	0	0	0	0
Tétanos	2	0	10	0	12
Brucellose	0	0	0	0	0
Hépatite infectieuse	71	31	130	102	334
Leishmaniose	1	0	0	0	1

Tableau 11

ÉCOLES UNRWA/UNESCO. — EFFECTIFS DES ÉCOLES PRIMAIRES ET SECONDAIRES (1951-1960)

Régions et écoles	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Gaza :										
Ecoles primaires	19.543	22.551	25.702	31.107	34.016	35.087	34.876	35.163	34.806	36.633
Ecoles secondaires	61	164	675	1.781	3.339	4.937	6.410	7.495	8.244	8.481
TOTAL	19.604	22.715	26.377	32.888	37.355	40.024	41.286	42.658	43.050	45.114
Jordanie :										
Ecoles primaires	16.345	15.882	30.118	39.188	42.144	43.649	42.431	41.600	39.519	38.223
Ecoles secondaires	—	—	87	812	1.694	3.062	4.608	5.852	7.292	7.510
TOTAL	16.345	15.882	30.205	40.000	43.838	46.711	47.039	47.452	46.811	45.733
Liban :										
Ecoles primaires	4.564	6.291	9.332	11.695	12.567	12.983	13.155	13.936	14.881	15.422
Ecoles secondaires	—	—	86	384	620	948	1.003	996	1.325	1.668
TOTAL	4.564	6.291	9.418	12.079	13.187	13.931	14.158	14.932	16.206	17.090
RAU (région syrienne) :										
Ecoles primaires	2.599	2.895	5.410	8.758	9.700	10.288	11.042	11.332	12.256	13.354
Ecoles secondaires	—	—	166	864	671	936	1.180	1.562	1.916	2.592
TOTAL	2.599	2.895	5.576	9.622	10.371	11.224	12.222	12.894	14.172	15.946
Total général :										
Ecoles primaires	42.671	47.619	70.562	90.748	98.427	102.007	101.504	102.031	101.462	103.632
Ecoles secondaires	61	164	1.014	3.841	6.324	9.883	13.201	15.905	18.777	20.251
TOTAL	43.112	47.783	71.576	94.589	104.751	111.890	114.705	117.936	120.239	123.883

Tableau 12

EFFECTIFS DES ÉCOLES SECONDAIRES DE L'OFFICE^a
ET NOMBRE D'ÉLÈVES DES ÉCOLES PUBLIQUES ET PRIVÉES
POUR QUI L'OFFICE VERSE DES SUBVENTIONS

Régions	Effectifs des écoles de l'Office	Nombre d'élèves subventionnés par l'Office dans les :		Total
		écoles publiques	écoles privées	
Gaza	8.481	4.200 (5.350)	— (—)	12.681 (13.831)
Jordanie	7.510	5.000 (8.877)	400 (1.431)	12.910 (17.818)
Liban	1.668	70 (126)	2.403 (4.108)	4.141 (5.902)
RAU (région syrienne)	2.592	1.514 (1.514)	1.325 (1.325)	5.431 (5.431)
TOTAL	20.251	10.784 (15.867)	4.128 (6.864)	35.163 (42.982)

^a Les écoles publiques et privées acceptent plus d'élèves réfugiés que l'Office n'en subventionne. Le nombre total d'élèves réfugiés fréquentant ces établissements est indiqué entre parenthèses.

Tableau 13

EFFECTIFS DES ÉLÈVES PAR CLASSE DANS LES ÉCOLES UNRWA/UNESCO À LA FIN DU MOIS DE MAI 1960

Régions	I		II		III		IV		V		VI		Totaux	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
CLASSES PRIMAIRES														
Gaza	3.254	3.428	3.071	3.019	2.977	2.900	2.881	2.433	2.841	2.255	5.173	2.401	20.197	16.436
Jordanie	4.638	4.203	3.565	3.002	3.461	2.701	3.371	2.042	3.730	2.036	3.925	1.549	22.690	15.533
Liban	1.703	1.447	1.675	1.224	1.682	1.206	1.445	923	1.667	816	1.150	484	9.322	6.100
RAU (région syrienne)	1.635	1.233	1.478	1.110	1.242	807	1.155	768	1.118	586	1.683	539	8.311	5.043
TOTAL	11.230	10.311	9.789	8.355	9.362	7.614	8.852	6.166	9.356	5.693	11.931	4.973	60.520	43.112
TOTAL GÉNÉRAL	21.541		18.144		16.976		15.018		15.049		16.904		103.632	
CLASSES SECONDAIRES														
Gaza	2.016	1.136	4.230	1.099	—	—	—	—	—	—	—	—	6.246	2.235
Jordanie	2.587	788	2.018	501	501	961	43	433	—	—	179	—	6.178	1.332
Liban	770	218	498	116	116	66	—	—	—	—	—	—	1.334	334
RAU (région syrienne)	804	284	647	165	165	563	129	—	—	—	—	—	2.014	478
TOTAL	6.177	2.426	7.393	1.881	—	—	172	433	—	—	179	—	15.772	4.479
TOTAL GÉNÉRAL	8.603		9.274		1.762		433		179		20.251			

Tableau 14

RÉPARTITION DES ENFANTS RÉFUGIÉS DE PALESTINE FRÉQUENTANT L'ÉCOLE AU 31 MAI 1960

Régions	Nombre des écoles UNRWA- UNESCO	Nombre d'élèves dans les classes secondaires des écoles UNRWA-UNESCO			Nombre d'élèves dans les classes secondaires des écoles UNRWA-UNESCO			Nombre total des élèves subventionnés des classes primaires et secondaires			Effectif total des réfugiés fréquentant l'école
		Garçons	Filles	Total	Garçons	Filles	Total	Écoles publiques	Écoles privées	—	
Gaza	81	20.197	16.436	36.633	6.246	2.235	8.481	4.200 (5.350)	—	(—)	49.314 (50.464)
Jordanie	171	22.690	15.533	38.223	6.178	1.332	7.510	23.648 (27.525)	7.917 (8.948)	77.298 (82.206)	
Liban	56	9.322	6.100	15.422	1.334	334	1.668	798 (969)	8.948 (12.572)	26.836 (30.631)	
RAU (région syrienne)	74	8.311	5.043	13.354	2.014	578	2.592	6.670 (6.670)	1.910 (1.910)	24.526 (24.526)	
TOTAL	382	60.520	43.112	103.632	15.772	4.479	20.251	35.316 (40.514)	18.775 (23.436)	177.974 (187.827)	

a Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre total d'élèves réfugiés fréquentant les écoles en question.

Tableau 15

RÉPARTITION PAR DISCIPLINE DES TITULAIRES DE BOURSES UNIVERSITAIRES DE L'UNRWA (1959-1960)

Régions	Proptédictique	Agriculture	Beaux-arts	Commerce	Administration des entreprises	Art dentaire	Génie civil	Médecine	Pharmacie	Sciences	Total
Gaza	—	3	17	—	—	2	26	43	5	9	105 ^a
Jordanie	14	11	13	5	—	3	39	34	3	36	158
Liban	—	1	9	—	2	1	18	9	—	22	62
RAU (région syrienne)	—	—	4	6	—	4	7	12	2	11	46
TOTAL	14	15	43	11	2	10	90	98	10	78	371

^a Y compris les bourses supplémentaires obtenues par les étudiants dispensés des frais d'inscription.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Tableau 16

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PÉDAGOGIQUE (1959-1960)

	Nombre de places	Nombre de diplômés par an
Ecole professionnelle de garçons de Kalandia (Jordanie)	392	222
Ecole professionnelle de garçons (Gaza)	192	112
Cours de soudure à l'arc à Tripoli (Liban)	27 ^a	120
Cours du soir (commerce et secrétariat) : Beyrouth et Tripoli (Liban)	147	120
Ecole normale d'institutrices de Naplouse (Jordanie)	47	27
TOTAUX	805	601

^a Cours d'une durée de 12 semaines. Le chiffre indique l'effectif de chaque cours.

FINANCES

Tableau 17

ETAT RÉCAPITULATIF DES RECETTES, DES DÉPENSES ET DU FONDS DE ROULEMENT DE L'UNRWA POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{er} MAI 1950 AU 30 JUIN 1960
(en dollars des Etats-Unis)

Périodes	Recettes	Dépenses	Fonds de roulement en fin de période
1 ^{er} mai 1950-30 juin 1951	40.127.942	33.383.180	6.744.762
1 ^{er} juil. 1951-30 juin 1952	43.900.805	28.054.838	22.590.729
1 ^{er} juil. 1952-30 juin 1953	49.527.646	26.936.198	45.182.177
1 ^{er} juil. 1953-30 juin 1954	23.543.087	29.290.393	39.434.871
1 ^{er} juil. 1954-30 juin 1955	25.160.571	29.387.519	35.207.923
1 ^{er} juil. 1955-30 juin 1956	24.218.141	31.999.975	27.426.089
1 ^{er} juil. 1956-31 déc. 1957	43.525.752	52.009.113	18.942.728
1 ^{er} janv. 1958-31 déc. 1958	35.033.259	31.665.379	22.310.608
1 ^{er} janv. 1959-31 déc. 1959	33.958.878	34.072.673	22.196.813
1 ^{er} janv. 1960-30 juin 1960	8.867.417	16.658.920	14.405.310
TOTAL des recettes et dépenses	327.863.498	313.458.188	

Tableau 18

ÉTAT DÉTAILLÉ DES RECETTES DE L'UNRWA (1er MAI 1950-30 JUIN 1960)
[en dollars des États-Unis]

Contributaires	1.5.50- 30.6.51	1.7.51- 30.6.52	1.7.52- 30.6.53	1.7.53- 30.6.54	1.7.54- 30.6.55	1.7.55- 30.6.56	1.7.56- 31.12.57	1.1.58- 31.12.58	1.1.59- 31.12.59	1.1.60- 30.6.60	Total des contributions
I. — CONTRIBUTIONS DES GOUVERNEMENTS											
Allemagne (Rép. féd. d')	—	—	23.810	—	—	16.603	24.997	190.476	238.095	238.095	732.076
Arabie Saoudite	37.650	115.000	40.000	40.000	40.000	40.000	114.668	174.046	138.833	—	740.197
Australie	—	328.715	712.088	112.500	112.500	112.500	212.000	195.200	190.400	95.200	2.071.103
Autriche	—	—	1.400	700	700	700	1.050	1.400	2.000	—	7.950
Bahrein	—	—	—	—	—	—	1.960	—	—	—	1.960
Belgique	6.000	—	30.000	30.000	30.000	30.000	50.000	20.000	30.000	—	226.000
Birmanie	—	—	—	—	—	3.528	2.972	—	—	—	8.500
Bolivie	—	5.000	—	—	—	—	—	—	—	—	5.000
Cambodge	—	—	2.000	2.000	—	—	—	—	857	—	4.857
Canada	1.400.313	—	600.000	515.000	515.000	—	1.208.125	2.138.750	2.075.000	458.333	8.910.521
Ceylan	—	—	—	—	—	—	1.400	—	—	—	1.400
Corée (Rép. de)	—	—	2.000	—	—	—	2.000	—	—	—	4.000
Cuba	—	—	43.478	—	—	—	—	—	5.000	—	5.000
Danemark	—	58.000	—	—	—	—	86.956	50.680	43.440	43.440	412.950
Dominicaine (Rép.)	5.000	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5.000
Espagne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16.667	16.667
États-Unis d'Amérique	27.450.000	30.000.000	36.000.000	15.000.000	16.700.000	16.700.000	30.622.000	23.746.069	23.000.000	3.073.120	222.291.189
Ethiopie	25.500	—	1.000	—	—	—	10.000	—	—	—	35.500
Finlande	—	—	954.079	1.485.790	1.657.219	368.276	700.810	745.162	264.002	—	3.000
France	2.285.714	2.571.429	—	—	—	—	19.157	22.986	30	—	30
Gambie	—	—	—	—	—	—	—	—	129.592	65.022	236.757
Gaza	—	—	—	—	—	—	—	—	3.000	—	3.000
Ghana	—	—	—	—	—	—	—	—	39.000	15.000	167.517
Grèce	—	56.287	—	21.000	2.730	6.000	11.000	16.500	—	—	6.000
Haïti	—	—	2.000	2.000	2.000	—	—	—	—	—	2.500
Honduras	—	2.500	—	—	—	—	—	—	—	—	2.500
Inde	—	—	—	—	104.000	52.500	17.967	3.847	25.441	—	203.755
Indonésie	—	30.000	60.000	60.000	—	30.000	60.000	—	—	—	240.000
Iran	—	—	—	—	—	5.138	3.350	5.333	8.332	3.000	25.153
Irlande	—	—	—	—	—	—	—	—	2.814	7.000	9.814
Israël	114.354	5.207	1.029	—	—	—	135.957	—	—	—	255.357
Italie	—	—	—	—	20.000	—	—	39.953	—	—	59.953
Japon	—	—	—	10.000	10.000	10.000	20.000	10.000	10.000	2.500	72.500
Jordanie	229.804	184.996	154.000	—	—	—	174.403	100.935	99.045	49.410	992.593
Katar	—	—	—	—	—	—	10.500	—	—	—	10.500
Laos	—	—	1.207	—	—	—	—	—	1.000	—	2.207
Liban	—	—	14.385	13.689	13.689	12.164	11.652	7.788	23.844	11.922	334.933
Libéria	—	—	—	—	—	—	—	5.000	6.500	5.000	16.500
Libye	—	—	—	—	—	—	—	—	10.000	—	10.000
Luxembourg	2.000	2.000	1.000	3.000	—	4.000	2.000	2.000	2.000	—	18.000

Malaisie (Féd. de).....	—	—	—	—	1.500	—	3.000	1.500	6.000
Maroc	—	—	—	—	5.714	4.790	4.796	—	15.272
Mexique	—	—	—	—	—	—	—	—	115.691
Monaco	—	—	75.482	28.800	11.409	—	—	204	4.217
Norvège	60.000	14.000	285	—	286	2.381	203	42.000	417.569
Nouvelle-Zélande	—	210.000	42.097	42.135	42.135	49.000	21.000	168.000	1.456.000
Pakistan	90.000	90.000	140.000	112.000	168.000	168.000	140.000	22.014	457.661
Pays-Bas	—	25.000	82.764	67.991	—	20.964	65.790	65.790	361.844
Philippines	—	10.000	25.000	25.000	57.895	32.895	—	—	11.250
République arabe unie:									
Prov. égyptienne.....	478.219	718.280	546.633	277.143	224.924	228.850	326.324	195.524	3.397.937
Prov. syrienne.....	171.263	125.673	63.948	82.419	74.900	76.498	81.909	42.680	858.908
Rhodésie et Nyassaland (Féd. de)	—	19.600	—	—	19.600	—	—	—	39.200
Royaume-Uni de Grande-Bre-									
tagne et d'Irlande du Nord..	6.200.000	8.000.001	9.600.000	4.500.000	5.500.001	5.600.000	5.400.000	2.840.000	60.740.004
Saint-Siège	—	—	—	—	—	—	1.000	—	1.000
Salvador	—	—	—	500	—	—	—	—	500
Soudan	—	144.000	—	—	—	4.200	—	—	148.200
Suède	—	19.310	44.788	57.915	57.915	96.873	57.915	—	492.715
Suisse	—	—	—	26.733	12.444	77.516	35.047	35.046	198.595
Thaïlande	—	—	—	—	—	—	—	3.125	3.125
Turquie	—	—	—	—	5.357	10.402	5.000	5.000	30.759
Viet-Nam	—	5.000	6.000	—	—	—	2.500	—	13.500
Yougoslavie	—	68.700	—	40.000	80.000	80.000	40.000	40.000	388.700
TOTAL des contributions des									
gouvernements	38.781.617	42.808.698	49.087.227	22.983.899	24.554.930	33.928.466	32.553.673	7.694.542	318.492.207

II. — CONTRIBUTIONS D'AUTRES SOURCES

UNESCO	83.396	25.425	105.000	35.000	55.535	102.140	114.916	72.840	836.892
OMS	42.857	—	42.857	42.857	58.706	53.150	33.610	12.187	362.110
Divers	781.200	671.969	54.022	83.091	55.386	88.423	254.392	457.801	2.628.335
TOTAL des contributions d'au-									
tres sources.....	907.453	697.394	201.879	160.948	153.778	301.945	402.918	542.828	3.827.337

III. — RECETTES DIVERSES ET AJUSTEMENTS SUR LES CHANGES

438.872	394.713	238.540	398.240	451.863	371.044	770.927	1.002.287	630.047	5.543.954
TOTAL DES RECETTES	40.127.942	43.900.805	49.527.646	23.543.087	25.160.571	24.218.141	43.525.752	35.033.259	327.863.498

Tableau 19

ETAT AU 30 JUIN 1960 DES ENGAGEMENTS DE CONTRIBUTIONS CONTRACTÉS ENVERS L'UNRWA
ET DES CONTRIBUTIONS EFFECTIVEMENT VERSÉES AU TITRE DE L'ANNÉE MONDIALE DU RÉFUGIÉ

(en dollars des Etats-Unis)

Contributaires ^a	Affectation requise par le contributeur	Montant	Contributions annoncées et non encore versées
Canada	—	—	1.020.000
Comité du Royaume-Uni pour l'Année mondiale du réfugié.....	Construction de nouvelles écoles profession- nelles	494.200	—
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.....	Construction de nouvelles écoles profession- nelles	140.000 ^b	84.000
CORSO, Nouvelle-Zélande	Construction de baraques et organisation de cours de couture et de menuiserie.....	30.892	—
Nouvelle-Zélande	—	28.000	—
Comité des Pays-Bas pour l'Année mondiale du réfugié	Formation et réadaptation des enfants phy- siquement diminués.....	15.076	—
Cuba	—	5.000	—
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies...	—	3.238	—
Thaïlande	—	3.125	—
Japon	—	2.500	—
Viet-Nam	—	2.500	—
Grèce	—	—	2.500
Malaisie (Fédération de).....	—	1.500	—
Libéria	—	1.500	—
Pakistan	—	1.050	—
Birmanie	—	—	1.050
Saint-Siège	—	1.000	—
Comité de l'Univers ^c d'Oxford pour l'Année mondiale du réfugié.....	—	840	—
Personnel des Nations Unies, Genève.....	—	467	—
Personnel de l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée (UNKRA).....	—	305	—
Cambodge	—	286	—
Gambie	—	30	—
Divers donateurs.....	—	3.792	—
		735.301 ^c	1.107.550

^a Sauf indication contraire, les contributions sont de source gouvernementale.

^b Par l'intermédiaire du Comité du Royaume-Uni pour l'Année mondiale du réfugié.

^c Sur cette somme, 136.105 dollars ont été reçus en 1959.

SERVICES SOCIAUX

Tableau 20

COOPÉRATIVES DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS (JUILLET 1960)

Régions et types de coopératives	Camps	Nombre de familles bénéficiaires	Montant de l'assistance initialement fournie par l'UNRWA	Dons de source extérieure	Prêt du gouverne- ment
			Dollars	Dollars	Dollars
Liban :					
Consommation	Mar Elias	46	925	—	—
Aviculture	Ein el Hilweh	19	375	1.000 poussins (projet Heifer ^a)	—
Tricot	Eïn el Hilweh	25	300	—	—
RAU (région syrienne) :			et laine		
Boulangerie	Khan Dannoun	63	1.125	—	—
Jordanie :					
Aviculture	Deir Ammar	16	420	1.600 poussins (projet Heifer ^a)	1.680
			incubateur et couveuse		
Aviculture	Nouweïmeh	20	1.008	— d° —	700
Agriculture	Karameh	49	1.400	—	24.000
Epargne et crédit (agricoles) ...	Nouweïmeh	18	560	—	—
Artisanat	Kalandia	20	350	2.941	—
Transport	Deir Ammar	116	1.568	—	—
Fabrique de nattes	Akabab Jaber	60	1.568	—	—
Boulangerie	Jalazone	24	560	—	—
Gaza :					
Consommation	Nouseirat	360	346	—	—
Consommation	Boureij	115	346	—	—
Aviculture	Maghazi	7	1.038	1.000 poussins (projet Heifer ^a)	—
Fabrique de savon	Maghazi	7	754	173 (NECC ^b)	—
Entreprise de menuiserie	Khan Younis	15	1.830	1.120 (CORSO ^c)	—
TOTAL		980	14.473		

^a Institution bénévole américaine qui fournit des volailles et du bétail de haute qualité aux régions insuffisamment développées.

^b Near East Christian Council Committee.

^c New Zealand Council of Organizations for Relief Services Overseas.

Tableau 21

ORGANISATIONS BÉNÉVOLES AYANT FOURNI DES VÊTEMENTS

AUX RÉFUGIÉS DE PALESTINE EN 1959-1960

American Friends Service Committee.
 American Middle East Relief Association.
 Arabian-American Oil Company (ARAMCO), Arabie Saoudite.
 CARE (Co-operative for American Relief Everywhere, Inc.).
 Catholic Relief Services (Etats-Unis).
 Church World Service (Etats-Unis).
 Comité d'entraide interconfessionnel de l'Eglise de Danemark.
 Eglise d'Ecosse.
 Lutheran World Relief, Inc.
 Mennonite Central Committee (Etats-Unis).
 New Zealand Council of Organizations for Relief Services Overseas, Inc. (CORSO).
 Oxford Committee for Famine Relief (Royaume-Uni).
 Société de la Croix-Rouge (Canada) [vêtements neufs seulement].
 Sociétés de la Croix-Rouge (Royaume-Uni et Nouvelle-Zélande).
 Unitarian Service Committee of Canada.
 United Church of Canada.
 Vastkustens Efterkrigshjälp (Suède).
 Women's Voluntary Services (Royaume-Uni).

Tableau 22

**ORGANISATIONS BÉNÉVOLES AIDANT ACTIVEMENT LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE
DANS LA RÉGION D'ACTIVITÉ DE L'UNRWA**

CARE (Co-operative for American Relief Everywhere, Inc.).
 Church Missionary Society (Jordanie).
 Conseil œcuménique des Eglises.
 Fédération luthérienne mondiale (Jordanie et région syrienne de la RAU).
 Groupement auxiliaire féminin de l'Office.
 Jamiat Al Islam (Jordanie).
 Mennonite Central Committee (Jordanie).
 Mission pontificale (Liban, Jordanie et région syrienne de la RAU).
 Near East Christian Council Committee (à Gaza; au Liban par l'intermédiaire du Joint Christian Committee; en Jordanie directement et par l'intermédiaire de l'International Church Committee).
 Southern Baptist Mission des Etats-Unis (hôpital de Gaza).
 Union chrétienne de jeunes filles (Jordanie).
 Unions chrétiennes de jeunes gens (Jordanie, Gaza et Liban).

PERSONNEL DE L'OFFICE

Tableau 23

PERSONNEL DE L'UNRWA AU 31 DÉCEMBRE 1959

<i>Fonctions</i>	<i>Personnel régional</i>	<i>Personnel inter- national</i>	<i>Total</i>
Services médicaux, nutrition et assainissement.....	3.411	17	3.428
Enseignement.....	4.304	27	4.331
Approvisionnement, transport et distribution.....	1.276	17	1.293
Autres services (placement, services sociaux, administration, etc.)	1.101	67	1.168
TOTAUX	10.092	128	10.220

Section II

BUDGET POUR L'ANNEE CIVILE 1961

A. — Introduction

121. Comme on l'a indiqué plus haut, les prévisions budgétaires pour 1961 sont présentées sous deux titres principaux, le premier concernant les secours et les activités connexes, le deuxième l'enseignement, la formation technique et les subventions individuelles.

122. Les prévisions budgétaires pour 1961 sont établies d'après l'appréciation la plus exacte que l'Office puisse faire des besoins des réfugiés, de ses possibilités en matière d'administration, de planification et de construction ainsi que du montant des sommes attendues des contribuables habituels et des dons qui lui seront consentis à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié au cours des 12 prochains mois. En d'autres termes, le budget est fondé sur le calcul au plus juste de ce que l'Office devrait et pourrait accomplir avec les fonds sur lesquels il peut sans doute compter. Toute réduction de ces dépenses se traduirait inévitablement par des restrictions dans le domaine des secours ou viendrait compromettre la formation de la jeunesse réfugiée et autres entreprises d'indépendance économique.

123. Le montant effectif des recettes de l'Office, au cours de ces dernières années, se situait autour de 34 millions de dollars. Cependant, pour assurer le même volume de secours, il faut maintenant engager des dépenses de plus en plus élevées, et ceci pour les raisons suivantes : les cours mondiaux des produits alimentaires ont monté, ainsi que ceux des fournitures et du matériel ; l'accroissement démographique se traduit par une augmentation du nombre des personnes assistées, ainsi que de la population scolaire dans les établissements d'enseignement primaire et secondaire ; le niveau professionnel du personnel enseignant dans les écoles de l'Office s'élève, d'où reclassement des maîtres et augmentation de leurs traitements ; enfin, l'UNRWA encourt des frais supplémentaires en fournissant les services indispensables aux réfugiés nouvellement hébergés dans ses camps. Il ne faut pas oublier non plus que les traitements des membres du personnel font l'objet d'augmentations annuelles au titre de l'ancienneté — environ 1 pour 100 pour le personnel international et 3 pour 100 pour le personnel régional ; il faut y ajouter en 1961 les frais qu'entraînera l'application du nouveau barème des traitements du personnel régional, fondé sur une enquête d'experts indépendants de l'administration de l'Office.

124. En dehors des crédits destinés à faire face à l'inévitable augmentation des dépenses courantes de l'Office, le budget de 1961 ne prévoit ni élargissement ni amélioration du programme des secours. Les crédits attendus au titre de l'Année mondiale du réfugié seront intégralement consacrés au financement des programmes d'enseignement, de formation technique et de subventions individuelles au titre de l'indépendance économique. Les dépenses prévues dans ces domaines en 1961 devraient être considérées comme relevant de la première phase du programme triennal décrit à la section III du présent rapport. Durant les années suivantes, pour

financer ces programmes élargis, il faudra disposer de crédits plus importants que ceux l'on prévoit pour 1961.

125. Le budget de l'Office est presque entièrement alimenté par les contributions des gouvernements. On trouvera aux paragraphes 168 à 171 ci-dessous un exposé du problème de financement du budget de 1961.

B. — Prévisions de dépenses

GÉNÉRALITÉS

126. On a présenté dans le tableau ci-après un état récapitulatif des prévisions de dépenses de l'Office pour 1961, classées sous deux titres principaux :

Titre premier. — Secours (et services connexes) ;

Titre II. — Enseignement, formation technique et subventions individuelles.

Ceci dit, les activités sont énumérées dans le même ordre qu'aux budgets précédents. On trouvera dans les différentes colonnes les principales dépenses afférentes à la poursuite des activités existantes ou relatives à l'élargissement des programmes.

127. Comme le montre le tableau ci-dessous, le total des dépenses prévues pour la poursuite, en 1961, des programmes en cours s'élève à 36.500.000 dollars contre une somme estimative de 35 millions de dollars en 1960. Ce montant permettra à l'Office de continuer à assurer, aux normes actuelles, les services essentiels dans les domaines de l'alimentation, de la santé et de l'hygiène publique, du logement, de l'enseignement et des services sociaux, compte tenu de l'augmentation du nombre des bénéficiaires due à l'accroissement naturel de la population, et des inévitables augmentations de dépenses expliquées au paragraphe 123 ci-dessus. On propose également de prélever sur les contributions ordinaires les sommes nécessaires au maintien des programmes de formation technique, de subventions individuelles et d'enseignement primaire et secondaire, à l'exclusion des frais supplémentaires afférents à l'élargissement de ces programmes.

128. Quant aux crédits prévus pour l'élargissement des programmes, on a l'intention, en 1961, de les affecter intégralement au développement de la formation technique et du programme de subventions individuelles, en doublant les effectifs des écoles professionnelles existant en Jordanie et à Gaza, en construisant de nouveaux établissements d'enseignement technique au Liban et en Syrie, en doublant le nombre de bourses universitaires et en relançant un modeste programme de subventions individuelles.

129. Le barème des salaires influe d'une façon sensible et inévitable sur le coût global des opérations. Comme il est indiqué au paragraphe 123 ci-dessus, les traitements d'environ 10.000 fonctionnaires régionaux ont été ajustés à la suite d'une enquête sur les salaires menée à la demande de l'Office par des experts n'appartenant pas à son administration. Le

barème des traitements du personnel international cependant n'a pas été modifié depuis 1952 et le montant de l'indemnité de séjour à l'étranger a même été diminué de 50 pour 100 par rapport au taux initial, n'atteignant aujourd'hui que la moitié de l'indemnité dont bénéficient les fonctionnaires internationaux des autres organismes des Nations Unies exerçant leurs activités dans la région. En outre, le personnel de l'UNRWA ne bénéficie même pas du système de sécurité sociale appliqué aux autres fonctionnaires des Nations Unies dans le cadre de la Caisse commune des pensions. A l'exception de certains spécialistes de l'enseignement technique et pédagogique (y compris 14 fonctionnaires détachés de l'UNESCO), le personnel international est sensiblement réduit aujourd'hui par rapport à 1952. On ne saurait aller plus avant dans cette voie sans compromettre gravement l'efficacité des services; d'ores et déjà on constate une fluidité peut-être excessive de l'emploi dans les postes clefs due sans

doute pour beaucoup au fait que les conditions de recrutement et de travail sont moins avantageuses à l'UNRWA que dans d'autres organismes des Nations Unies, ce qui ne contribue pas à retenir les cadres. Pourtant, rien n'est prévu dans le budget de 1961 pour améliorer ces conditions.

RATIONS DE BASE

Budget 1961: 13.826.000 dollars

130. Les rations de base représentent la plus grosse dépense de l'Office — près de 40 pour 100 de son budget ordinaire. Ce crédit est destiné à couvrir le prix d'achat des denrées et les frais portuaires et dépenses accessoires ainsi que le coût du contrôle, en fonction des cahiers des charges, de la qualité des approvisionnements, du transport jusqu'aux bureaux régionaux et de la distribution aux réfugiés qui y ont droit.

Prévisions de dépenses pour 1961

(en milliers de dollars des Etats-Unis)

Chapitres	Prévisions budgétaires 1961		
	Prévisions de dépenses pour la poursuite des programmes en cours	Prévisions de dépenses pour l'élargissement des programmes	Prévisions budgétaires (total)
TITRE PREMIER. — SECOURS			
Rations de base	13.826	—	13.826
Alimentation d'appoint	1.575	—	1.575
Services de santé	3.074	—	3.074
Assainissement du milieu ^a	1.058	—	1.058
Abris ^a	768	—	768
Services sociaux	898	—	898
Services de placement	174	—	174
Immatriculation et contrôle des listes	235	—	235
Transport dans la région d'activité de l'Office	1.799	—	1.799
Entreposage et contrôle des stocks	688	—	688
Administration générale	674	—	674
Services généraux intérieurs	1.896	—	1.896
Administration des opérations et services connexes	466	—	466
Réserve pour imprévus	800	—	800
TOTAL du titre premier	27.931	—	27.931
TITRE II. — ENSEIGNEMENT, FORMATION TECHNIQUE ET SUBVENTIONS INDIVIDUELLES			
Formation technique et enseignement supérieur..	1.401	—	1.401
Augmentation du nombre de bourses d'études supérieures	—	99	99
Elargissement du programme de formation technique	—	2.209	2.209
Doublément des places dans les écoles professionnelles	—	905	905
Projets (continuation)	115	15	130
Projet (subventions individuelles)	—	167 ^b	167
Enseignement primaire et secondaire	7.072	686	7.758
TOTAL du titre II	8.588	4.081	12.669
TOTAL GÉNÉRAL DU BUDGET	36.519	4.081	40.600

^a Au cours des années précédentes, ces deux activités étaient groupées sous la rubrique "Abris et camps".

^b Programme qu'on se propose de financer principalement à l'aide des crédits recueillis au titre de l'Année mondiale du réfugié.

131. La ration de base est constituée comme suit:

<i>Types de rations</i>	<i>Quantités</i>
i) Ration alimentaire de base (composée de produits secs: farine, riz, légumes secs, sucre, huile, dattes, etc.)	1.500 calories par jour en été et 1.600 en hiver.
ii) Savon	150 grammes par mois.
iii) Couvertures	Une par an et pour 3 personnes.
iv) Pétrole lampant	1 litre par mois pendant les 5 mois d'hiver à Gaza pour tous les rationnaires.
	1,5 litre par mois pendant les 5 mois d'hiver au Liban, dans la province syrienne et en Jordanie (pour les seuls résidents des camps).

132. On a tenu compte dans ces prévisions de la somme nécessaire en vue de couvrir les frais de l'inscription de nouveaux bénéficiaires par suite, d'une part de l'accroissement naturel de la population et d'autre part de la rectification graduelle des listes de rationnaires à laquelle on se propose de procéder et qui se traduira par de nouvelles inscriptions sur les contrôles de l'Office. Ces chiffres sont basés sur l'hypothèse que la moyenne des prix de 1961 ne dépassera pas celle de 1960.

Cependant, le prix de nombreux produits qui entrent dans la composition des rations, et en particulier la farine, le sucre et les légumes secs, sont sujets à de fortes fluctuations sur les marchés mondiaux. Si, en 1961, une crise politique ou économique avait un effet marqué sur les prix des produits alimentaires, il serait

peut-être nécessaire de demander de nouvelles contributions ou de refondre complètement le budget.

133. On a prévu également une légère augmentation des dépenses afférentes à l'achat de pétrole lampant, à l'entretien des installations et au remplacement du matériel hors d'usage. Aucun crédit n'est prévu pour la construction de bâtiments ou l'achat de matériel supplémentaire.

ALIMENTATION D'APPOINT

Budget 1961: 1.575.000 dollars

134. On a prévu de continuer en 1961 la distribution, à certaines catégories de réfugiés particulièrement vulnérables, des produits énumérés ci-dessous en supplément de leur ration de base.

<i>Types de rations</i>	<i>Nombre de calories par jour</i>	<i>Catégories de bénéficiaires</i>
i) Lait entier	194	Enfants de moins d'un an.
ii) Lait écrémé	125	Enfants âgés de 1 à 15 ans, femmes enceintes et nourrices, cas médicaux.
iii) Un repas chaud par jour, 6 jours par semaine	600-700	Cas de malnutrition, sur ordonnance médicale.
iv) Ration spéciale de farine, riz, etc.	500	Femmes enceintes et nourrices.
v) Ration spéciale de farine, riz, etc.	1.500-1.600	Tuberculeux non hospitalisés.
vi) Capsules de vitamines	—	Enfants des écoles et autres.

135. De même que pour les rations de base (voir par. 130 ci-dessus), le coût de l'alimentation d'appoint comprend non seulement les frais d'entreposage et de transport, mais encore les dépenses afférentes à la reconstitution en milieu aseptique et à la distribution de lait en poudre ainsi qu'à la préparation et la distribution des repas chauds.

136. Une somme modique (19.000 dollars) a été prévue pour couvrir l'augmentation régulière du prix des produits frais qui figurent dans l'alimentation d'appoint ainsi que les dépenses entraînées par l'accroissement démographique parmi les catégories de certains bénéficiaires de cet appoint.

137. A l'exception d'un modeste crédit (15.000 dollars) destiné à la construction, l'Office n'a prévu ici que des augmentations budgétaires inévitables.

SERVICES DE SANTÉ

Budget 1961: 3.074.000 dollars

138. Le programme de l'Office en matière de santé et d'hygiène publique est conçu de manière à desservir près de 1 million de personnes qui bénéficient ainsi

de tous les services dans les domaines suivants: dispensaires de médecine générale, hôpitaux, laboratoires et pharmacie, soins dentaires, hygiène maternelle et infantile, lutte contre la tuberculose, psychiatrie, hygiène scolaire, éducation sanitaire, mesures épidémiologiques, prophylaxie, etc. Le montant prévu peut sembler extrêmement élevé, mais il ne représente pour la population desservie que 25 cents des Etats-Unis par personne et par mois; pour donner une idée de l'efficacité des services de l'Office dans ce domaine, qu'il suffise de rappeler que depuis huit ans et en dépit des conditions dans lesquelles vivent les réfugiés, on n'a eu à déplorer aucune épidémie grave ou autre incident majeur sur le plan de la santé publique.

139. Le budget prévoit une légère augmentation du prix des aliments frais dans les repas servis aux malades hospitalisés, une majoration (6.000 dollars) des frais de personnel au centre antituberculeux de Bouréij (Gaza), le coût du remplacement, devenu indispensable, de certains locaux utilisés comme dispensaires (20.000 dollars) et le renouvellement urgent de cinq ambulances et d'appareils hors d'usage (15.000 et 10.000 dollars respectivement).

ASSAINISSEMENT DU MILIEU

Budget 1961: 1.058.000 dollars

140. Les années précédentes, on avait groupé cette rubrique et celle des "Abris" au chapitre "Abris et camps". On a cherché cette année à distinguer entre les frais afférents aux installations d'usage public et autres services et les dépenses relatives à la construction et à l'entretien des abris et des routes (cf. plus loin, par. 143 et 144).

141. L'assainissement du milieu comprend le drainage et l'évacuation des ordures et des eaux ménagères, l'approvisionnement en eau, la lutte contre les insectes et les rongeurs, les installations dans les camps (établissements de bains, incinérateurs, abattoirs, etc.), ainsi que certains services sanitaires dans les villages du territoire de Gaza où la majorité des habitants sont des réfugiés. Ces services sont dispensés à environ 420.000 personnes officiellement hébergées dans les camps et à 40.000 squatters aux abords des camps organisés par l'Office.

142. Le chapitre prévoit une somme de 10.000 dollars pour un camion-citerne qui servirait à vider les fosses septiques, 50.000 dollars pour les améliorations qu'il est indispensable d'apporter au système d'adduction d'eau au Liban, en Jordanie et à Gaza, et 50.000 dollars pour divers travaux de construction (de latrines principalement) dans les quatre pays d'accueil.

ABRIS

Budget 1961: 768.000 dollars

143. Comme on l'a noté au paragraphe 20 ci-dessus, les activités de cette rubrique ont été distinguées de celles qui figurent au titre de l' "Assainissement du milieu". Ce crédit couvre maintenant toutes les dépenses de construction, de réparation et d'entretien des abris fournis aux réfugiés, que ces locaux se trouvent ou non dans les camps organisés, ainsi que le coût de la fourniture (en espèces) d'une toiture à ceux des réfugiés désireux de construire leur propre maison. On y a compris également les frais de répartition des abris entre les bénéficiaires, de contrôle de l'usage qui en est fait et d'administration du programme. De même, on a prévu les dépenses occasionnées par la construction, la réparation et l'entretien des routes et chemins dans les camps.

144. La principale dépense prévue, soit 517.000 dollars, doit couvrir les frais de construction de nouveaux abris tant pour les familles récemment créées que pour répondre à l'accroissement naturel de la population et aux changements sociaux dans les camps organisés par l'Office — et aussi, ne l'oublions pas, pour héberger tout au moins une partie des squatters qui vivent aux abords des camps officiels, dans des locaux insalubres et non conformes aux normes adoptées. Le solde est destiné à couvrir les dépenses périodiques ordinaires, entre autres les frais habituels de réparations et d'entretien des abris et des chemins dans les camps.

SERVICES SOCIAUX

Budget 1961: 898.000 dollars

145. Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives aux services sociaux, y compris l'assistance individuelle et les dons consentis à titre exceptionnel, les centres sociaux et communautaires, les centres de couture et d'artisanat, les frais d'enterrement, l'aide aux institutions religieuses, les frais de transport par

mer et de distribution des dons hors programme (surtout des vêtements), la liaison avec les institutions bénévoles qui aident les réfugiés dans la région d'activité de l'Office, l'habillement des enfants et les frais d'administration afférents à ces activités. Il convient de noter que les services artisanaux peuvent être considérés comme couvrant leurs frais.

146. Le montant le plus important (266.000 dollars) est destiné à couvrir les frais de transport par mer (à un tarif légèrement supérieur) et les frais portuaires afférents aux dons de vêtements. Il convient de signaler que la quantité actuellement distribuée est de 1,7 kilogramme de vêtements par an et par réfugié, que la majeure partie des vêtements proviennent de dons et que les seules dépenses encourues par l'Office sont le fret, les charges portuaires et les frais de distribution.

SERVICES DE PLACEMENT

Budget 1961: 174.000 dollars

147. Ce service aide les réfugiés qui réunissent les conditions requises à trouver un emploi; d'autre part, il assiste par des dons et par des subventions de voyage ceux d'entre eux qui ont non seulement obtenu par leurs propres efforts les visas nécessaires, mais encore trouvé du travail en dehors de la région.

IMMATRICULATION ET CONTRÔLE DES LISTES

Budget 1961: 235.000 dollars

148. Ce crédit est destiné à couvrir les frais de vérification du droit à l'aide de l'UNRWA et les frais d'immatriculation des réfugiés réunissant les conditions requises: il s'agit notamment des modifications d'état civil (naissances, mariages, décès), des changements d'adresse, du reclassement des réfugiés passant d'une catégorie à l'autre, qu'ils aient droit aux rations ou seulement à certaines prestations, enfin de la tenue à jour des listes. La nouvelle façon d'aborder le problème de la rectification des listes de rationnaires, exposée aux paragraphes 51 et 52 du présent rapport, n'entraînera pas nécessairement en 1961 une augmentation importante des dépenses au titre des enquêtes sur les bénéficiaires. Si toutefois il se révélait nécessaire de consacrer à cet effet des fonds supérieurs à ceux que l'on a prévus au budget, l'Office envisage de les prélever sur la réserve pour imprévus (cf. par. 157 ci-dessous).

TRANSPORT DANS LA RÉGION D'ACTIVITÉ DE L'OFFICE

Budget 1961: 1.799.000 dollars

149. Ce crédit couvre tous les frais de transport de l'Office pour le personnel comme pour les marchandises, par route, fer, mer ou air, dans la région d'activité (que les moyens de transport lui appartiennent ou soient loués par lui). On y a inscrit en particulier les frais de chargement, de déchargement et d'assurance, ainsi que le coût des opérations portuaires, de l'entretien des véhicules et du remplacement de ceux qui sont hors d'usage.

150. On a fait figurer au budget un modeste montant de 9.000 dollars afin de pouvoir continuer, durant les premiers mois de 1961 le cas échéant, de ravitailler en eau les réfugiés de Jordanie, comme on a dû le faire en 1960 par suite d'une sécheresse exceptionnelle. On a prévu également un crédit minimum pour le remplacement de voitures et de moteurs de camions hors d'usage. De même que les autres clients des sociétés de transport de la région, l'Office doit faire face à une augmentation progressive des tarifs.

151. Tous les frais de transport des denrées essentielles jusqu'à leur premier déchargement dans l'entrepôt du bureau régional sont imputés directement sur le chapitre "Rations de base". On a cherché en effet à supprimer dans ce chapitre du budget certaines fluctuations apparentes du prix des denrées dues au fait qu'elles sont achetées tantôt sur place et tantôt à l'étranger.

ENTREPOSAGE ET CONTRÔLE DES STOCKS

Budget 1961: 688.000 dollars

152. Une fois les marchandises entrées dans la région d'activité de l'Office, on impute sur le présent chapitre les frais d'entreposage et de contrôle administratif des stocks (d'une valeur moyenne de 5 millions de dollars), de réception et de transport jusqu'aux centres de distribution. Les services d'assurance sont également prévus à ce chapitre.

153. Aucune augmentation des dépenses n'est envisagée dans ce domaine, à l'exception d'un crédit minimum pour le renouvellement de matériel hors d'usage.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Budget 1961: 674.000 dollars

154. Ce crédit doit couvrir tous les frais d'administration générale qui ne sont pas imputables sur un autre chapitre: bureaux du Directeur et du directeur adjoint, représentants régionaux, services d'information, administration des bureaux régionaux, administration des camps, commission consultative, bureaux de liaison de New York et d'Irak. Les prévisions sont établies d'après le niveau actuel des dépenses.

SERVICES GÉNÉRAUX INTÉRIEURS

Budget 1961: 1.896.000 dollars

155. Ces crédits doivent couvrir les frais de tous les services intérieurs de l'Office: bureau du sous-directeur chargé de l'administration, bureau et services du contrôleur financier, bureau du conseiller aux affaires générale et services juridiques, personnel, achats, langues, transmissions et voyages, entretien des locaux, etc. Ces prévisions sont établies sur la base des dépenses actuelles.

ADMINISTRATION DES OPÉRATIONS ET SERVICES CONNEXES

Budget 1961: 466.000 dollars

156. Figurent sous cette rubrique toutes les dépenses d'administration et de direction des opérations (à distinguer des services généraux mentionnés au par. 155 ci-dessus), y compris les frais afférents au bureau du sous-directeur chargé des opérations ainsi qu'à certains autres services techniques: génie civil, architecture, études économiques. Les prévisions ont été calculées d'après le niveau des dépenses actuelles.

RÉSERVE POUR IMPRÉVUS

Budget 1961: 800.000 dollars

157. On a fait figurer de nouveau au budget 1961 un montant de 800.000 dollars, destiné à couvrir les dépenses imprévues auxquelles l'Office doit invariablement faire face au cours de ses activités, et à parer à des situations d'urgence comme celles qui se sont présentées jusqu'ici au moins une fois par an. Ce

crédit représente à peine plus de 2 pour 100 du montant global du budget et doit être considéré comme une marge de sécurité strictement indispensable. En fait, la réserve pour imprévus pourrait se révéler insuffisante en cas d'augmentation importante du prix des denrées de base.

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET SUPÉRIEUR

Budget 1961

	<i>Dollars</i>
Programme ordinaire	1.401.000
Programme élargi	173.000
	<hr/>
	1.574.000
Construction et aménagement	3.040.000
	<hr/>
TOTAL	4.614.000

158. Ce crédit doit couvrir la formation professionnelle d'un nombre limité d'élèves dans le domaine de l'industrie, du commerce ou de l'agriculture, la formation pédagogique des membres du corps enseignant et la formation universitaire de jeunes gens des deux sexes sévèrement sélectionnés et désireux de se préparer à des professions libérales telles que la médecine, l'art dentaire ou le génie civil, pour lesquelles il y a demande dans le Moyen-Orient. L'enseignement technique et pédagogique est dispensé le plus souvent dans les établissements de l'Office, tandis que la plupart des titulaires de bourses d'enseignement supérieur font leurs études dans les universités des pays d'accueil.

159. Les prévisions pour 1961 se décomposent comme suit:

<i>Désignation</i>	<i>Programme ordinaire (dollars)</i>	<i>Programme élargi (dollars)</i>
Dépenses périodiques:		
i) Bourses d'enseignement supérieur préparant aux professions libérales ..	276.000	99.000
ii) Frais annuels de trois écoles techniques, en Jordanie et à Gaza	512.000	—
iii) Frais annuels d'écoles techniques, au Liban et en RAU (région syrienne)	—	74.000
iv) Frais annuels d'écoles normales	199.000	—
v) Cours divers et dépenses pour imprévus dans les quatre pays d'accueil	150.000	—
vi) Charges communes afférentes à l'enseignement et à l'administration..	264.000	—
	<hr/>	<hr/>
TOTAL des dépenses périodiques	1.401.000	173.000

Frais de construction et d'aménagement:

i) Construction, aménagement et fonctionnement de deux écoles techniques au Liban et dans la RAU (région syrienne), d'une école technique et d'une école normale en Jordanie, d'une double école technique et d'agriculture à Gaza et d'écoles techniques dans la RAU (région syrienne).	—	2.135.000
ii) Agrandissement d'écoles techniques en Jordanie, à Gaza et dans la RAU (région syrienne), en vue de doubler le nombre des élèves.....	—	905.000
	<hr/>	<hr/>
Total des frais de construction et d'aménagement	—	3.040.000
	<hr/>	<hr/>
Total par catégorie de programme	1.401.000	3.213.000
	<hr/>	<hr/>
TOTAL GÉNÉRAL	4.614.000	4.614.000

160. Les prévisions relatives au programme ordinaire couvrent seulement, pour les bourses universitaires, le même montant qu'en 1960, et, pour l'enseignement normal et professionnel, les dépenses afférentes aux cours qui fonctionnent déjà ou qui doivent avoir lieu dans les locaux dont les frais de construction et d'aménagement ont déjà été prévus au budget.

161. Les prévisions relatives au programme élargi doivent couvrir une partie des frais des études portant sur l'utilisation des fonds réunis dans le cadre de la campagne de l'Année mondiale du réfugié. On se propose de doubler le nombre des bourses universitaires. Les projets de construction et d'aménagement d'écoles techniques et normales sont conformes à la ligne de conduite présentement suivie par l'Office et à la résolution 1315 (XIII) en date du 12 décembre 1958, dans laquelle l'Assemblée générale le priait "d'élaborer et d'exécuter des programmes pouvant assurer la subsistance d'un nombre appréciable de réfugiés, et en particulier des programmes concernant l'enseignement et la formation professionnelle".

PROGRAMMES SPÉCIAUX

Budget 1961

	Dollars
Programmes en cours	130.000
Subventions individuelles	167.000
TOTAL	297.000

162. Sous la rubrique "Poursuite des programmes en cours" ne sont couverts que les engagements de dépenses à ce titre, et plus particulièrement le traitement et la rééducation des enfants, physiquement diminués; on y a inscrit une somme de 15.000 dollars versée à l'Office dans ce dessein précis à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié.

163. La somme de 167.000 dollars allouée aux subventions individuelles représente la première tranche d'un montant global de 500.000 dollars réunis au titre de l'Année mondiale du réfugié et qu'on se propose d'utiliser au cours des trois prochaines années pour reprendre, à une échelle réduite, un programme de subvention au titre de l'indépendance économique, notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

Budget 1961

	Dollars
Programme ordinaire	7.072.000
Programme élargi	686.000
TOTAL	7.758.000

164. Une instruction primaire est assurée à la quasi-totalité des enfants réfugiés faisant l'objet d'une demande d'inscription de la part de leurs parents ou tuteurs. L'enseignement secondaire est assuré à un certain pourcentage des effectifs des écoles primaires dans chacun des pays d'accueil. Les programmes scolaires comprennent également une formation artisanale, tout au moins dans les établissements où l'Office a pu ouvrir des ateliers. Là où des écoles de l'Office font défaut, les enfants réfugiés ayant droit à ses services d'enseignement peuvent être admis, moyennant subventions, dans les écoles publiques ou dans les établissements privés officiellement reconnus.

165. La présentation des prévisions budgétaires relatives à l'enseignement se complique en raison du

chevauchement de l'année scolaire et de l'exercice financier de l'Office, qui coïncide avec l'année civile. Les prévisions pour 1961 se rapportent donc au deuxième semestre de l'année scolaire 1960-1961 et au premier semestre de l'année scolaire 1961-1962.

166. Les seules majorations prévues au titre du programme ordinaire sont destinées, d'une part, à faire face à l'augmentation de la population scolaire due à l'accroissement démographique parmi les réfugiés, à l'augmentation progressive du nombre des écoliers — ce qui entraîne des frais supplémentaires en matière de personnel, de locaux et de fournitures — et, d'autre part, à couvrir l'augmentation des frais afférents au personnel, qui résulte de l'amélioration continue de la qualité de l'enseignement. Notons toutefois que le niveau professionnel des membres du corps enseignant demeure bien inférieur aux normes minimums recommandées par l'UNESCO.

167. Pour les projets d'élargissement du programme, on a prévu au total une dépense de 686.000 dollars qui doit couvrir: 1) les frais de premier établissement, notamment la construction de salles de classe en vue de réduire à 50 le nombre maximum d'élèves par classe, l'ouverture de nouveaux ateliers de travaux manuels, l'introduction progressive des sciences et de l'enseignement ménager dans les programmes scolaires des écoles de l'UNRWA, la création d'une troisième classe dans l'enseignement primaire supérieur; 2) des dépenses périodiques dont la plupart se rapportent aux traitements du personnel et à l'achat de fournitures scolaires.

C. — Financement du budget de 1961

168. Les prévisions de dépenses pour 1961 s'élèvent au total à 40.600.000 dollars. Sur ce chiffre, on pense que les dépenses suivantes seront financées par les fonds réunis dans le cadre de l'Année mondiale du réfugié:

	1961 (dollars)
Augmentation du nombre des bourses universitaires	99.000
Développement de l'enseignement technique	2.113.000
Subventions individuelles	167.000
TOTAL	2.379.000

Si l'on déduit ces 2.379.000 dollars du montant global des dépenses prévues (40.600.000 dollars), il reste 38.221.000 dollars à couvrir à l'aide des contributions ordinaires. Si ces dernières n'excèdent pas le montant estimatif de 1960, soit environ 34 millions de dollars, il manquera une somme de quelque 4 millions de dollars.

169. L'Office n'attend plus aucune recette au titre d'engagements contractés pour les exercices précédents et non encore versés, comme c'était le cas jusqu'ici, et il serait imprudent d'abaisser au-dessous du niveau de 18 millions de dollars le fonds de roulement qui pourtant, au 30 juin 1960, avait été réduit à 14.400.000 dollars, bien au-dessous de cette cote d'alerte de 18 millions. Cependant, grâce aux contributions encore attendues et aux versements de contrepartie, le fonds de roulement devrait atteindre à nouveau ce chiffre avant la fin de l'année.

170. L'Office espère vivement que les engagements de contribution contractés par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pourront atteindre

le montant de 38.221.000 dollars qui lui est nécessaire afin de mener à bien son programme de 1961 tel qu'il a été exposé ci-dessus. Les contribuables ne doivent pas perdre de vue que les dépenses ne cessent de croître même si l'on se borne à maintenir les services à leur niveau minimum, si bien que la marge va diminuant entre les dépenses périodiques encourues au titre de ces services et les recettes effectives. Or, c'est seulement à l'intérieur de cette marge que l'Office est en mesure de financer ses programmes d'indépendance économique.

171. Il convient de souligner que l'Office, surtout au début de chaque année, se trouve dans une position très défavorable, aussi bien en ce qui concerne la planification que l'exécution des programmes, du fait qu'il ne peut déterminer le montant estimatif de ses recettes que lorsque l'exercice financier est déjà assez avancé. Il serait donc des plus souhaitable que l'Assemblée générale et les gouvernements contribuables puissent assurer sur des bases plus rationnelles le financement du budget de l'Office en 1961, ainsi d'ailleurs qu'en 1962 et 1963.

Section III

EXPOSE SOMMAIRE DU PROGRAMME DE L'OFFICE POUR LES TROIS ANNEES 1961-1963

A. — Généralités

172. On trouvera ci-après, sous forme de tableau, les prévisions budgétaires pour 1961 telles qu'elles ont été exposées à la section II, ainsi que leur projection sur les années 1962 et 1963. Cette fois encore, les prévisions sont réparties entre deux principaux chapitres: "Secours" et "Enseignement, formation professionnelle et subventions individuelles".

PRÉVISIONS DE DÉPENSES DE L'OFFICE POUR 1961, 1962 ET 1963

(en milliers de dollars des Etats-Unis)

Activités	1961			1962			1963		
	Prévisions de dépenses au titre des programmes non modifiés	Prévisions de dépenses au titre des programmes élargis	Prévisions (total)	Prévisions de dépenses au titre des programmes non modifiés	Prévisions de dépenses au titre des programmes élargis	Prévisions (total)	Prévisions de dépenses au titre des programmes non modifiés	Prévisions de dépenses au titre des programmes élargis	Prévisions (total)
TITRE PREMIER. — SECOURS									
Rations de base.....	13.826	—	13.826	14.002	—	14.002	14.141	—	14.141
Alimentation d'appoint.....	1.575	—	1.575	1.629	—	1.629	1.643	—	1.643
Assainissement du milieu.....	1.058	—	1.058	1.032	—	1.032	1.053	—	1.053
Services de santé.....	3.074	—	3.074	3.159	—	3.159	3.200	—	3.200
Abris.....	768	—	768	502	—	502	503	—	503
Services sociaux.....	898	—	898	904	—	904	913	—	913
Services de placement.....	174	—	174	176	—	176	178	—	178
Immatriculation et contrôle des listes.....	235	—	235	245	—	245	255	—	255
Transport dans la région d'activité de l'UNRWA.....	1.799	—	1.799	1.913	—	1.913	1.908	—	1.908
Entreposage et contrôle des stocks.....	688	—	688	709	—	709	731	—	731
Administration générale.....	674	—	674	698	—	698	712	—	712
Services généraux intérieurs.....	1.896	—	1.896	1.968	—	1.968	1.991	—	1.991
Administration des opérations et services connexes.....	466	—	466	487	—	487	492	—	492
Réserve pour imprévus.....	800	—	800	800	—	800	800	—	800
TOTAL, titre premier	27.931	—	27.931	28.224	—	28.224	28.520	—	28.520
TITRE II. — ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET SUBVENTIONS INDIVIDUELLES									
Enseignement professionnel et supérieur...	1.401	—	1.401	1.416	—	1.416	1.431	—	1.431
Augmentation du nombre des bourses d'enseignement supérieur.....	—	99 ^a	99	—	198 ^a	198	—	198 ^a	198
Développement de l'enseignement technique.....	—	{2.135 ^a 74 ^a }	2.209	—	306 ^a	306	—	586 ^a	586
Doublement du nombre de places dans les écoles professionnelles.....	—	905	905	—	175	175	—	362	362
Projets (poursuite du programme).....	115	15	130	105	—	105	95	—	95
Projets (subventions individuelles).....	—	167 ^a	167	—	166 ^a	166	—	167 ^a	167
Enseignement primaire et secondaire.....	7.072	686	7.758	7.921	823	8.744	8.860	1.021	9.881
TOTAL, titre II	8.588	4.081	12.669	9.442	1.668	11.110	10.386	2.334	12.720
TOTAL GÉNÉRAL	36.519	4.081	40.600	37.666	1.668	39.334	38.906	2.334	41.240

^a Dépenses qui doivent être couvertes par les contributions (4 millions de dollars) attendues au titre de l'Année mondiale du réfugié.

B. — Secours

173. On a tenu compte, pour effectuer la projection sur 1962 et 1963, des prévisions budgétaires au titre des secours, de la hausse inévitable des prix qui ne

manquera pas d'affecter le coût des services, si on veut les maintenir, sans plus, au même niveau qu'en 1961. Il s'ensuit que les crédits au titre des secours passeront de 27.931.000 dollars en 1961 à 28.224.000 dollars en 1962 et à 28.520.000 dollars en 1963.

174. Il semble inutile d'entrer ici dans le détail des services d'assistance puisqu'on se propose de n'y apporter en 1962 et 1963 aucune modification par rapport à 1961. D'une façon générale, les explications de la section II du rapport touchant les différentes rubriques budgétaires relatives aux secours s'appliquent aussi aux années 1962 et 1963.

C. — Enseignement, formation professionnelle et subventions individuelles

175. En ce qui concerne les prévisions relatives à l'enseignement, à la formation professionnelle et aux subventions individuelles, il a été tenu compte, dans les projections effectuées sur les années 1962 et 1963, non seulement des augmentations normales que comporte inévitablement la poursuite au même rythme des activités en cours, mais aussi de l'accroissement des dépenses qu'entraîneront les projets de développement des programmes prévus pour 1961. Les crédits se répartiraient comme suit entre les programmes non modifiés et les programmes élargis.

Prévisions de dépenses pour la période 1961-1963 au titre de l'enseignement, de la formation professionnelle et des subventions individuelles

(en milliers de dollars des Etats-Unis)

	1961	1962	1963
Programmes non modifiés	8.588	9.442	10.386
Programmes élargis	4.081	1.668	2.334
TOTAL	12.669	11.110	12.720

176. Ici non plus, il ne semble pas nécessaire de présenter un commentaire détaillé sur les crédits prévus au titre de la continuation des programmes en cours dans les domaines de l'enseignement, de la formation professionnelle et des subventions individuelles: en effet les observations présentées dans la

section II du rapport au sujet de l'année 1961 s'appliquent aussi, en général, aux plans de l'Office pour 1962-1963.

177. On a exposé dans l'introduction, aux paragraphes intitulés "Programme d'avenir", l'ensemble des facteurs qui ont amené l'Office à prévoir l'élargissement de ses programmes d'enseignement, de formation professionnelle et de subventions individuelles. Pour 1962 et 1963, l'Office se propose de poursuivre le développement de ses activités dans ces divers domaines en se fondant sur les principes posés dans le budget détaillé pour l'année 1961. On trouvera dans les paragraphes qui suivent des explications complémentaires sur ce que l'Office espère accomplir à cet égard au cours de la période des trois prochaines années.

178. *Enseignement.* — Sur le plan de l'enseignement, l'Office a pour principe de s'aligner sur les normes et programmes des pays d'accueil. En outre, et sans déroger à cette règle, il s'efforce, sous la direction technique de l'UNESCO, d'apporter certaines améliorations à ses services. A l'heure actuelle, ses principaux objectifs sont les suivants: augmenter le nombre des bourses d'études supérieures; aider un pourcentage suffisant d'enfants réfugiés, choisis d'après leur mérite, à suivre les cours des trois dernières années d'enseignement secondaire; développer considérablement la formation professionnelle pour que les élèves puissent choisir entre cette voie et le deuxième cycle de l'enseignement secondaire; élever le niveau de l'enseignement primaire; enfin, mettre tous les enfants réfugiés qui, par leur formation et leur intelligence, sont capables d'en bénéficier, à même de suivre les trois premières années d'enseignement secondaire.

179. On verra dans le tableau ci-après comment l'Office se propose de réaliser ce développement et ces améliorations indispensables au cours des trois prochaines années.

Activités	Prévisions de dépenses (en milliers de dollars des E.-U.)		
	1961	1962	1963
Continuation des programmes en cours.....	7.072	7.921	8.860
Troisième année d'enseignement secondaire pour tous les élèves qualifiés (9ème année d'enseignement).....	175	218	298
Réduction du nombre des élèves par classe (construction de nouvelles salles lorsque le nombre des élèves dépasse 50)....	226	100	192
Création de cours d'enseignement ménager.....	76	106	215
Création de cours de sciences et achat de matériel.....	12	183	112
Développement de la formation artisanale dans les centres ruraux	149	144	101
Recherches et statistiques au Siège.....	25	25	25
Formation de fonctionnaires régionaux destinés à remplacer le personnel international.....	23	47	59
Bibliothèques			19
TOTAL	7.758	8.744	9.881

180. *Bourses d'enseignement supérieur.* — Grâce aux fonds réunis à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié, l'Office prévoit également de doubler, au cours des trois prochaines années, le nombre des bourses d'études supérieures, qui passerait ainsi d'environ 90 par an à 180. Il est clair que, même compte tenu de cette augmentation, seuls les plus doués parmi les 30.000 réfugiés arrivant à l'âge adulte chaque année pourront entrer à l'université.

181. *Formation professionnelle.* — Ainsi qu'il a déjà été exposé dans le présent rapport et dans les rapports du Directeur pour les années précédentes, les mérites de la formation professionnelle ne sont plus à démontrer: la quasi-totalité des élèves des écoles de l'Office obtiennent des emplois bien rémunérés et les titres "certificat de Kalandia" ou "diplôme de Kalandia" (Kalandia, près de Jérusalem, est l'endroit où l'Office a établi sa première école professionnelle) sont devenus

pour les employeurs de la région les meilleures lettres d'introduction. Les statistiques ne suffisent pas à elles seules à faire ressortir l'importance de cette formation. Les quatre exemples suivants, pris au hasard dans les dossiers de l'école de Kalandia, permettront de juger des possibilités qui s'ouvrent aux élèves.

a) Un jeune réfugié de 17 ans qui avait suivi le premier cours de radiotechniciens a reçu un jeu d'outils au moment où lui a été remis son diplôme. Il a alors commencé à réparer des postes de radio. Cinq ans plus tard, il est devenu propriétaire d'une entreprise d'appareillage électrique. Depuis la mort de son père en 1949, c'est lui qui exerce les fonctions de chef de famille.

b) Un Bédouin réfugié, qui est sorti premier de sa classe, occupe maintenant un poste au département des travaux publics d'un gouvernement.

c) Un diplômé du cours de forge et tôlerie qui a trouvé un emploi au Koweït a obtenu le plus haut grade dans cet emploi et a maintenant sous ses ordres 10 autres diplômés de l'école de Kalandia.

d) Après avoir obtenu son diplôme d'ajusteur au bout de deux années d'études, un réfugié avait réussi à entrer comme apprenti, en Allemagne, dans une société dont il est maintenant le représentant dans l'un des pays du Moyen-Orient. Il est chef d'une famille de 12 personnes.

182. En raison du succès manifeste remporté par ce genre de formation en tant que moyen d'aider les jeunes à développer et à utiliser leurs aptitudes, l'Office a tout particulièrement insisté sur l'intérêt qu'il y aurait à lui consacrer des contributions spéciales recueillies à l'occasion de l'Année mondiale du réfugié. L'Office a proposé de fixer comme objectif une somme globale de 4 millions de dollars, dont la plus grande partie serait affectée à la formation professionnelle, le solde allant aux bourses d'enseignement supérieur et aux subventions individuelles. L'Office est maintenant quasi certain de recevoir ce montant et, en accord avec les contributeurs, a élaboré des plans en vue de construire de nouvelles écoles, professionnelles et autres, et de porter du simple au double le nombre des élèves, tant dans les établissements existants (sauf à Kalandia où c'est déjà chose faite) que dans les futures écoles (à l'exception de l'école de jeunes filles de Ramallah). On trouvera au tableau ci-dessous la liste des établissements existants, des écoles que l'on se propose de construire et de celles dont on a l'intention de doubler les effectifs :

	Nombre de places	Nombre moyen de diplômés par an
<i>Etablissements existants :</i>		
Ecole professionnelle de garçons à Kalandia (Jordanie) [effectif déjà doublé]	392	222
Ecole professionnelle de garçons à Gaza	192	112
Cours de soudure à l'arc à Tripoli (Liban) [cycles d'environ 3 mois]	27	116
Cours du soir — commerce et secrétariat — à Beyrouth et à Tripoli (Liban)	147	120
Ecole normale d'institutrices à Naplouse (Jordanie)	47	27
Ecole professionnelle de garçons à Wadi Seir (Jordanie)	232	152
Ecole normale d'instituteurs à Ramallah (Jordanie)	200	100
Total partiel	1.237	849

	Nombre de places	Nombre moyen de diplômés par an
<i>Ecoles professionnelles à construire en 1961, 1962 et 1963 (phase I) :</i>		
Ecole professionnelle de garçons à Damas région syrienne de la RAU) — ouverture en septembre 1961	224	120
Ecole professionnelle de garçons au Liban — ouverture en septembre 1961	192	124
Double école normale et technique de jeunes filles, en Jordanie — ouverture en septembre 1962	550	200
Ecole professionnelle de garçons à Gaza — ouverture en septembre 1962 (programme d'études non encore arrêté)	200	100
Ecole professionnelle de garçons — ouverture en septembre 1962 (le programme d'études et le lieu sont encore à fixer)	200	100
Total partiel	1.366	644
<i>Doublement des effectifs des écoles professionnelles (phase II) :</i>		
Ecole professionnelle de Gaza	192	112
Ecole professionnelle de Wadi Seir (Jordanie)	232	116
Ecole professionnelle de Damas	224	120
Ecole professionnelle au Liban	192	124
Deuxième école professionnelle à Gaza	220	110
Ecole professionnelle (lieu à fixer)	220	110
Total partiel	1.280	692
TOTAL GÉNÉRAL	3.888	2.185

183. En outre, l'Office va organiser un certain nombre de cours de plus brève durée ainsi que des cours spéciaux d'été ayant pour but de mettre des instituteurs des grandes classes et des professeurs de l'enseignement secondaire à même d'enseigner la menuiserie, le travail des métaux et le dessin industriel. L'Office s'apprête ainsi à faire bénéficier très prochainement de ces enseignements tous ses élèves du primaire et du secondaire.

184. *Projets.* — Les dépenses prévues à ce chapitre concernent principalement les subventions individuelles qui permettent à certains réfugiés adultes judicieusement choisis ainsi qu'à leurs familles de devenir économiquement indépendants. Cette forme d'assistance a donné d'assez bons résultats, et nombre de réfugiés, surtout en Jordanie, demandent à en bénéficier. L'Office doit actuellement se contenter d'un très modeste programme, mais il lui est possible de mettre certains réfugiés à même de subvenir à leurs besoins et de mener ainsi désormais une existence indépendante et digne. En fait, on pourrait facilement consacrer à cette œuvre constructive une somme deux ou trois fois supérieure au montant indiqué (500.000 dollars répartis sur les trois années). Actuellement, on s'efforce de réorganiser le programme de façon à y introduire l'octroi de prêts concurremment avec celui de subventions.

D. — Résumé

185. Si le programme sur lequel portent ces prévisions pour les trois prochaines années est intégralement exécuté, on pourra :

a) Maintenir à leur niveau actuel les services d'assistance dispensés par l'Office ;

b) Faire face à l'accroissement naturel de la population et autres augmentations inévitables affectant le coût des secours essentiels;

c) Poursuivre le programme actuel d'enseignement et faire face aux augmentations dues à l'accroissement prévu de la population scolaire;

d) Améliorer le programme d'enseignement en réduisant le nombre d'élèves par classe, en élevant le niveau professionnel des maîtres, en remaniant les programmes scolaires et en veillant à ce que tous les enfants réfugiés qui ont terminé leurs six années d'études primaires et qui sont susceptibles de tirer parti de trois années supplémentaires de scolarité aient accès au premier cycle de trois ans de l'enseignement secondaire;

e) Agrandir les écoles professionnelles de façon à porter le nombre total d'élèves de 584 à 3.566;

f) Porter le nombre d'élèves de l'école normale d'institutrices de 47 à 300;

g) Porter du simple au double (90 à 180) le nombre de bourses d'études supérieures accordées chaque année par l'Office;

h) Financer à l'aide d'une somme de 500.000 dollars répartie sur trois ans un nouveau programme de prêts et de subventions individuels pour aider certains réfugiés et leurs familles à subvenir à leurs besoins.

186. Pour élaborer ce programme, le Directeur s'est principalement fondé sur le texte du paragraphe 6 de la résolution 1456 (XIV) par lequel l'Assemblée générale "invite l'Office à poursuivre l'exécution de son programme de secours aux réfugiés et, dans la mesure où cela est financièrement possible, à étendre ses programmes d'indépendance économique et de formation professionnelle".

Relevé ou estimation des dépenses pour la période 1959-1961 et projection sur 1962 et 1963

(Toutes les sommes sont exprimées en milliers de dollars des Etats-Unis)

	1959	1960	1961	1962	1963
	Dépenses effectives	Dépenses effectives 1.1.60- 31.12.60	Prévisions (poursuite du pro- gramme)	Prévisions (élargis- sement du pro- gramme)	Prévisions (élargis- sement du pro- gramme)
	Dépenses effectives 1.1.60- 30.6.60	Dépenses estimations Total	Prévisions (poursuite du pro- gramme)	Prévisions (élargis- sement du pro- gramme)	Prévisions (élargis- sement du pro- gramme)
	Dépenses effectives	Dépenses estimations Total	Prévisions (poursuite du pro- gramme)	Prévisions (élargis- sement du pro- gramme)	Prévisions (élargis- sement du pro- gramme)
TITRE PREMIER. — SECOURS					
Rations de base.....	13,458	6,438	7,261	13,699	13,826
Alimentation d'appoint.....	1,543	741	1,515	1,575	1,575
Assainissement du milieu.....	2,017	445	565	1,010	1,058
Services de santé.....	2,721	1,353	1,434	2,787	3,074
Abris.....	—	334	643	977	768
Services sociaux.....	755	471	445	916	898
Services de placement.....	207	71	98	169	174
Immatriçulation et contrôle des listes.....	193	100	107	267	235
Transport dans la région d'activité de l'UNRWA.....	1,502	864	1,027	1,891	1,799
Entreposage et contrôle des stocks.....	708	340	318	658	688
Administration générale.....	645	311	332	643	674
Services généraux intérieurs.....	1,633	884	948	1,832	1,896
Administration des opérations et services connexes.....	276	216	243	459	466
Réserve pour imprévus.....	—	—	—	800	800
TOTAL, titre premier	25,658	12,568	14,195	26,763	27,931
TITRE II. — ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET SUBVENTIONS INDIVIDUELLES					
Enseignement professionnel et supérieur	1,231	602	627	1,229	1,401
Augmentation du nombre des bourses d'enseignement supérieur.....	—	—	—	—	99 ^a
Développement de l'enseignement technique.....	—	—	—	—	{ 2,135 ^a 74 ^a
Doublement du nombre de places dans les écoles professionnelles.....	—	—	—	—	905
Projets (poursuite du programme)....	459	348	87	435	115
Projets (subventions individuelles).....	390	—	—	—	15
Enseignement primaire et secondaire....	6,400	3,141	3,436	6,577	167 ^a
TOTAL, titre II	8,480	4,091	4,150	8,241	686
TOTAL GÉNÉRAL	34,138	16,659	18,345	35,004	40,600

a Dépenses qui doivent être couvertes par les contributions (4 millions de dollars) attendues au titre de l'Année mondiale du réfugié.

CARTE DE LA REGION D'ACTIVITE DE L'OFFICE

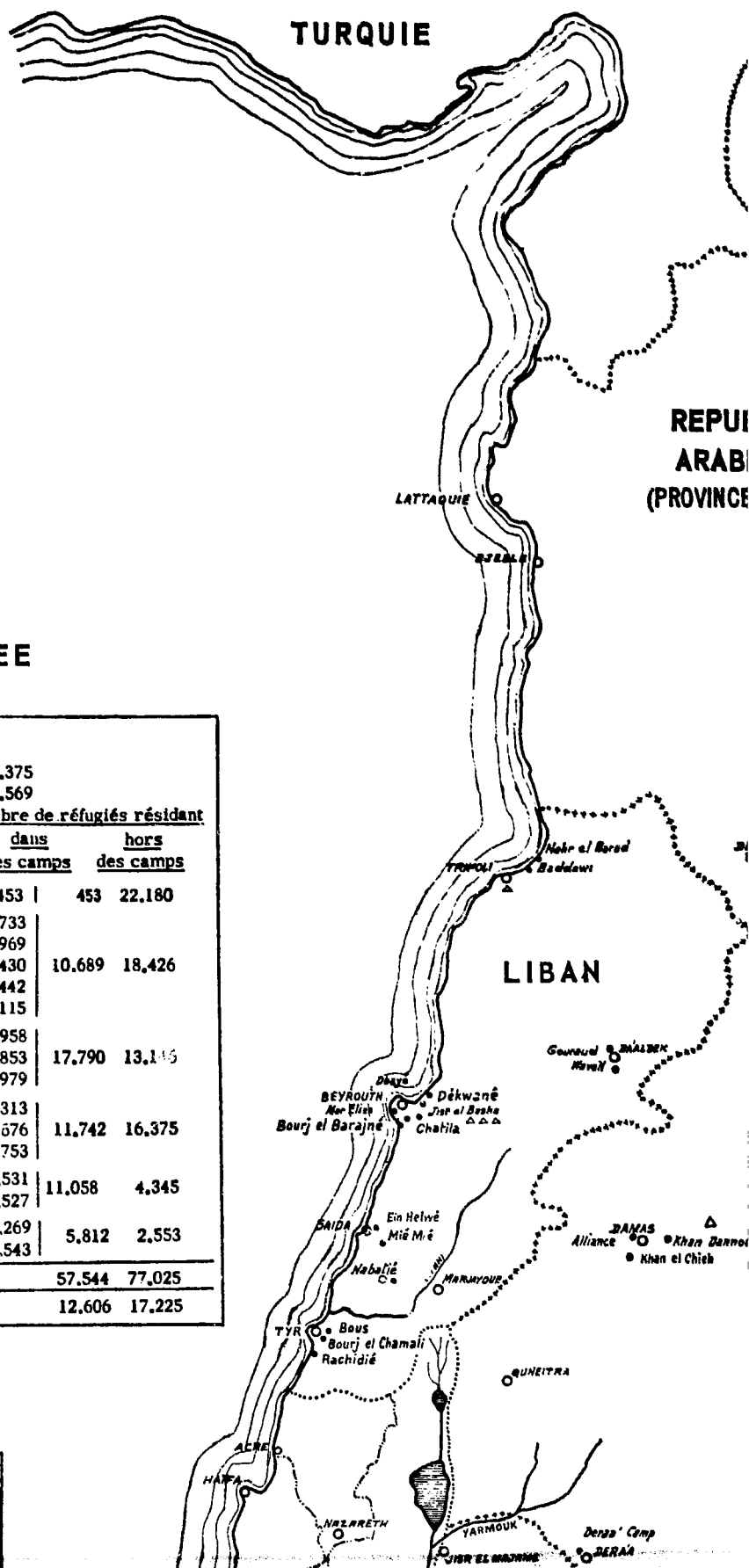
au 1^{er} janvier 1960

Renseignements statistiques généraux			
Réfugiés immatriculés et secourus par l'Office			
Pays	Nombre de réfugiés résidant		Total
	dans les camps	hors des camps	
Gaza	144,950	107,026	251,976
Jordanie	184,018	420,218	604,236
Liban	57,544	77,025	134,569
Province syrienne	22,711	90,238	112,949
TOTAL	409,223	694,507	1,103,730

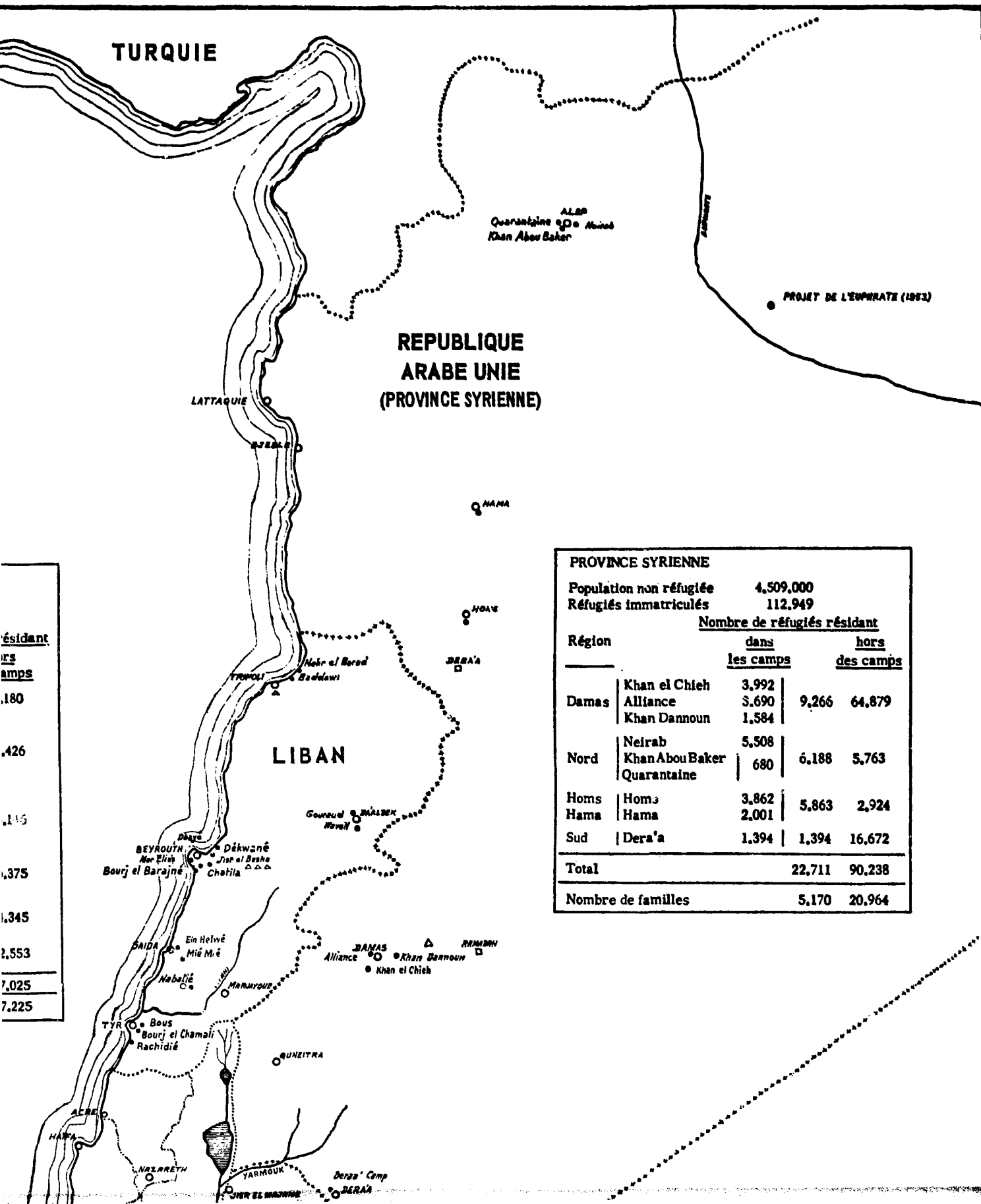
MER MEDITERRANEE

LIBAN			
Population non réfugiée		1,639,375	
Réfugiés immatriculés		134,569	
Région		Nombre de réfugiés résidant	
		dans les camps	hors des camps
Beyrouth	Mar Elias	453	453 22,180
	Bourj el Barajné	3,733	
	Chatila	1,969	
Mont Liban	Jisr el Bacha	1,430	10,689 18,426
	Dékwané	1,442	
	Dbayé	2,115	
Saïda	Mié Mié	1,958	
	Ein Helwé	12,853	17,790 13,145
	Nabatié	2,979	
Tyr	Rachidié	3,313	
	Bous	3,676	11,742 16,375
	Bourj el Chamali	4,753	
Tripoli	Nahr el Bared	7,531	11,058 4,345
	Baddawi	3,527	
Bekaa	Gouraud	3,269	5,812 2,553
	Wavell	2,543	
Total		57,544	77,025
Nombre de familles		12,606	17,225

GAZA		
Population non réfugiée		108,614
Réfugiés immatriculés		251,976
Centres		Nombre de réfugiés résidant



APPENDICE 2

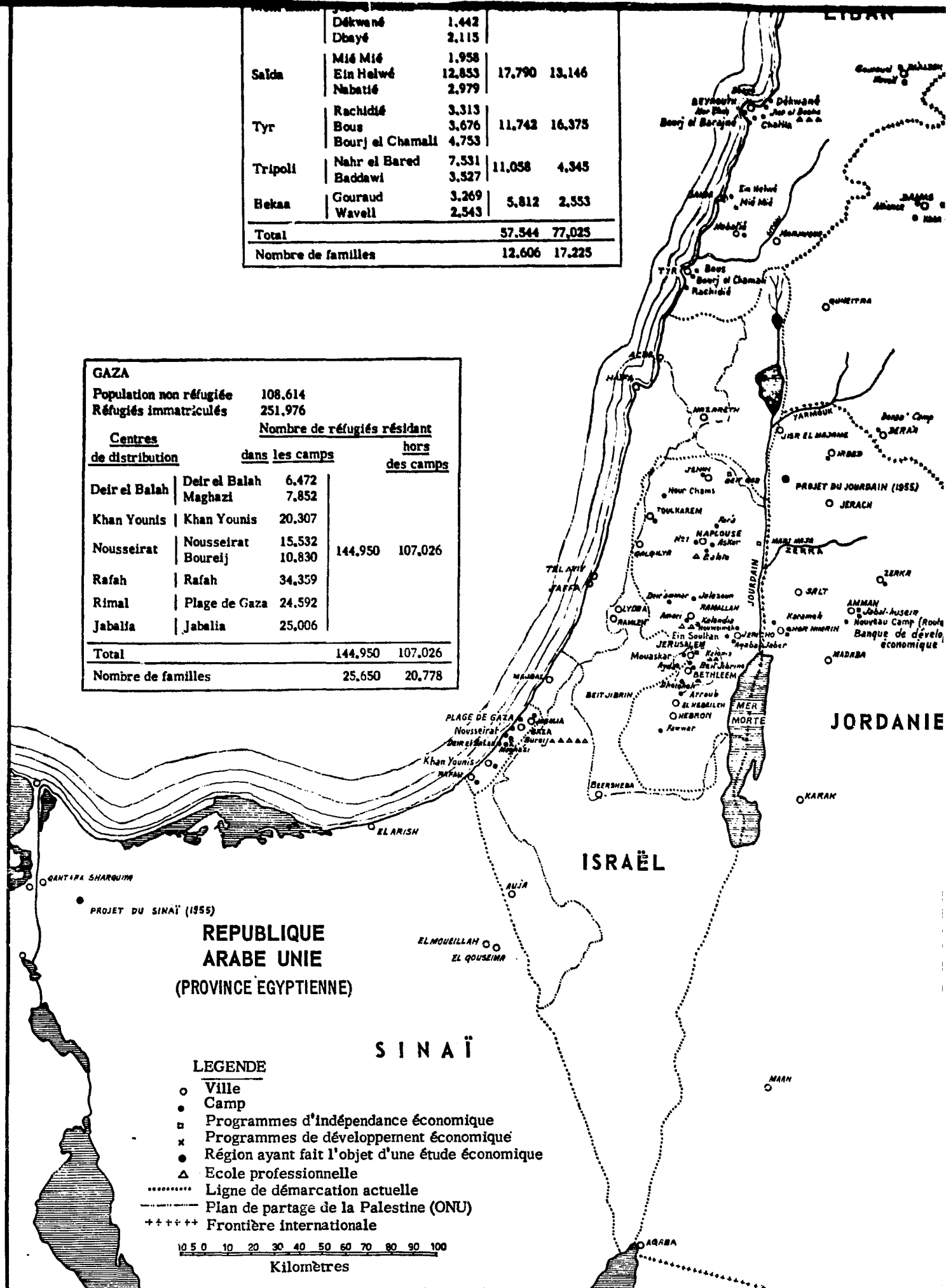


PROVINCE SYRIENNE				
Population non réfugiée		4,509,000		
Réfugiés immatriculés		112,949		
		<u>Nombre de réfugiés résidant</u>		
Région		dans	hors	
		les camps	des camps	
Damas	Khan el Chieh	3,992	9,266	64,879
	Alliance	3,690		
	Khan Dannoun	1,584		
Nord	Neirab	5,508	6,188	5,763
	Khan Abou Baker	680		
	Quarantaine			
Homs	Homs	3,862	5,863	2,924
Hama	Hama	2,001		
Sud	Dera'a	1,394	1,394	16,672
Total			22,711	90,238
Nombre de familles			5,170	20,964

résidant
 rs
 camps
 180
 426
 145
 375
 345
 553
 7,025
 7,225

	Dékwané	1.442		
	Dbayé	2.115		
	Mié Mié	1.958		
Salda	Ein Helwé	12.853	17.790	13.146
	Nabatié	2.979		
	Rachidié	3.313		
Tyr	Bous	3.676	11.742	16.375
	Bourj el Chamali	4.753		
	Nahr el Bared	7.531	11.058	4.345
	Baddawi	3.527		
Hekaa	Gouraud	3.269	5.812	2.553
	Wavell	2.543		
Total			57.544	77.025
Nombre de familles			12.606	17.225

GAZA				
Population non réfugiée		108.614		
Réfugiés immatriculés		251.976		
<u>Centres</u>		<u>Nombre de réfugiés résidant</u>		
<u>de distribution</u>		<u>dans les camps</u>	<u>hors</u>	
			<u>des camps</u>	
Deir el Balah	Deir el Balah	6.472	144.950	107.026
	Maghazi	7.852		
Khan Younis	Khan Younis	20.307		
Nousseirat	Nousseirat	15.532		
	Bourei	10.830		
Rafah	Rafah	34.359		
Rimal	Plage de Gaza	24.592		
Jabalia	Jabalia	25.006		
Total			144.950	107.026
Nombre de familles			25.650	20.778



7.790 13.146

1.742 16.375

.058 4.345

5.812 2.553

57.544 77.025

12.606 17.225



Nord	Quarantaine	880	8.100	8.700
Homs	Homs	3.862	5.863	2.924
Hama	Hama	2.001		
Sud	Dera'a	1.394	1.394	16.672
Total			22.711	90.238
Nombre de familles			5.170	20.964

JORDANIE

Population non réfugiée 1.050.641
Réfugiés immatriculés 604.236

Région		Nombre de réfugiés résidant	
		dans les camps	hors des camps
Amman	Jabal Husein	10.032	
	Nouveau camp	13.889	30.136
	Zarka d'Amman	6.215	95.588
Irbed	Camp d'Irbed	8.407	8.407
			38.470
Naplouse	Askar	3.327	
	Balata	8.048	
	Far'a	6.586	
	No 1	2.681	38.028
	Nour Chams	3.690	
	Toulkarem	6.827	
Jericho	Jenine	6.869	
	Aqabat Jaber	27.737	
	Ein Soultan	18.024	70.096
	Nouweimeh	5.861	31.080
	Karameh	18.474	
Jerusalem	Mouaskar	5.369	
	Amari	2.618	
	Deir Ammar	2.168	17.403
	Jalazoun	4.361	79.521
Hebron	Kalandia	2.887	
	Dheicheh	5.701	
	Ayda	1.091	
	Beit Jibrine	1.046	19.948
	Fawar (Azze)h	4.975	71.747
Arroub		7.135	
Total		184.018	420.218
Nombre de familles		34.587	79.619

DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

ALLEMAGNE

R. Eisenhardt, Schwanthaler Strasse 59, Frankfurt/Main.

Elwert & Meurer, Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.
Alexander Horn, Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. Saarbach, Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

ARGENTINE

Editorial Sudamericana, S.A., Alina 500, Buenos Aires.

AUSTRALIE

Melbourne University Press, 369/71 Lonsdale Street, Melbourne C.1.

AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, Wien, 1.
B. Wüllerstorff, Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE

Agence et Messageries de la Presse, S.A., 14-22, rue du Persil, Bruxelles.

BIRMANIE

Curator, Govt. Book Depot, Rangoon.

BOLIVIE

Librería Selecciones, Casilla 972, La Paz.

BRESIL

Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Caixa Postal 3291, Rio de Janeiro.

CAMBODGE

Entreprise khmère de librairie, Phnom-Penh.

CANADA

The Queen's Printer, Ottawa, Ontario.

CEYLAN

Lake House Bookshop, Assoc. Newspapers of Ceylon, P.O. Box 244, Colombo.

CHILI

Editorial del Pacifico, Ahumada 57, Santiago.

Librería Ivens, Casilla 205, Santiago.

CHINE

The World Book Co., Ltd., 99 Chung King Road, 1st Section, Taipei, Taiwan.
The Commercial Press, Ltd., 211 Honan Rd., Shanghai.

COLOMBIE

Librería Buchholz, Bogotá.
Librería América, Medellín.
Librería Nacional, Ltda., Barranquilla.

COREE

Eul-Yoo Publishing Co., Ltd., 5, 2-KA, Chongno, Seoul.

COSTA RICA

Imprenta y Librería Trojes, Apartado 1313, San José.

CUBA

La Casa Belga, O'Reilly 455, La Habana.

DANEMARK

Einar Munksgaard, Ltd., Nørregade 6, København, K.

EQUATEUR

Librería Científica, Guayaquil et Quito.

ESPAGNE

Librería Bosch, 11 Ronda Universidad, Barcelona.

Librería Mundi-Prensa, Castello 37, Madrid.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

International Documents Service, Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N. Y.

ETHIOPIE

International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Abebä.

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE

Editions A. Pédone, 13, rue Soufflot, Paris (Ve).

GHANA

University Bookshop, University College of Ghana, P.O. Box Legon.

GRECE

Kauffmann Bookshop, 28 Stadion Street, Athènes.

GUATEMALA

Sociedad Economica-Financiera, 6a Av. 14-33, Guatemala.

HAITI

Librairie "A la Caravelle", Boite postale 111-B, Port-au-Prince.

HONDURAS

Librería Panamericana, Tegucigalpa.

HONG-KONG

The Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.

INDE

Orient Longmans, Calcutta, Bombay, Madras, New Delhi et Hyderabad.

Oxford Book & Stationery Co., New Delhi et Calcutta.

P. Varadachary & Co., Madras.

INDONESIE

Pembangunan, Ltd., Gunung Sahari 84, Djakarta.

IRAK

Mackenzie's Bookshop, Baghdad.

IRAN

"Guity", 482 Fardowai Avenue, Téhéran.

IRLANDE

Stationery Office, Dublin.

ISLANDE

Bokaverzlun Sigfusar Eymundssonar H. F., Austurstraeti 18, Reykjavik.

ISRAEL

Blumstein's Bookstores, 35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St., Tel Aviv.

ITALIE

Librería Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, Firenze, et Via D. A. Azuni, 15/A, Roma.

JAPON

Maruzen Company, Ltd., 6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

JORDANIE

Joseph I. Bahous & Co., Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN

Khayat's College Book Cooperative 92-94, rue Bliss, Beyrouth.

LIBERIA

J. Momolu Kamara, Monrovia.

LUXEMBOURG

Librairie J. Schummer, Luxembourg.

MAROC

Bureau d'études et de participations industrielles, 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

MEXIQUE

Editorial Hermes, S.A., Ignacio Mariscal 41, México, D.F.

NORVEGE

Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7A, Oslo.

NOUVELLE-ZELANDE

United Nations Association of New Zealand, C.P.O. 1011, Wellington.

PAKISTAN

The Pakistan Co-operative Book Society, Decca, East Pakistan.

Publishers United, Ltd., Lahore.

Thomas & Thomas, Karachi, 3.

PANAMA

José Menéndez, Apartado 2052, Av. 8A, sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY

Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PAYS-BAS

N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PEROU

Librería Internacional del Perú, S.A., Lima.

PHILIPPINES

Alemar's Book Store, 769 Rizal Avenue, Manila.

PORTUGAL

Livraria Rodrigues, 186 Rua Aurea, Lisboa.

REPUBLIQUE ARABE UNIE

Librairie "La Renaissance d'Egypte", 9 Sh. Adly Pasha, Cairo.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Librería Dominicana, Mercedes 49, Ciudad Trujillo.

ROYAUME-UNI

H. M. Stationery Office, P.O. Box 569, London, S.E.1.

SALVADOR

Manuel Navas y Cia., 1a. Avenida sur 37, San Salvador.

SINGAPOUR

The City Book Store, Ltd., Collyer Quay.

SUEDE

C. E. Fritze's Kungl. Hovbokhandel A-B, Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE

Librairie Payot, S.A., Lausanne, Genève.
Hans Rawnhardt, Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHECOSLOVAQUIE

Československý Spisovatel, Národní Třída 9, Praha 1.

THAÏLANDE

Pramuan Mit, Ltd., 55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

Mejdounarodnaja Kniga, Smolenskaja Plochtchad, Moskva.

UNION SUD-AFRICAINE

Van Schaik's Bookstore (Pty.), Ltd., Box 724, Pretoria.

URUGUAY

Representación de Editoriales, Prof. H. D'Elia, Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.

VENEZUELA

Librería del Este, Av. Miranda, No. 52, Edf. Galipán, Caracas.

VIET-NAM

Librairie-Papeterie Xuân Thu, 185, rue Tu-Do, B.P. 283, Saigon.

YUGOSLAVIE

Cankarjeva Založba, Ljubljana, Slovenia.
Državno Preduzeće, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Beograd.

Prosvjeta, 5, Trg Braštva i Jedinstva, Zagreb.

[60F11]

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de dépositaires peuvent être adressées à la Section des ventes et de la distribution, Organisation des Nations Unies, New-York (Etats-Unis d'Amérique), ou à la Section des ventes, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, Genève (Suisse).